

***l'Anti*capitaliste**

n°442 | 13 septembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CAPITALISME EN CRISE, MACRONISME À L'OFFENSIVE



Dossier

**SEPTEMBRE 1938,
FONDATION DE LA
IV^e INTERNATIONALE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le fabuleux destin
de la Macronie
Page 2

PREMIER PLAN

Réchauffement: dans
97 pays, des marches
pour le climat Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Allemagne. Le mouvement
«Aufstehen»: «debout»... pour
quoi faire? Page 5

LIBRE EXPRESSION

Gilbert Pago, militant
anticolonialiste martiniquais
Page 12



Par MANU BICHINDARITZ

Le fabuleux destin de la Macronie

Un véritable non-événement : Richard Ferrand, petit baron de Macron, a sans surprise été élu au « perchoir », c'est-à-dire à la présidence de l'Assemblée nationale. Au-delà de ses déclarations s'excusant « de ne pas être une dame », ce mâle dominant veut se poser en homme du « renouveau ». « Incarner le renouveau, ça ne se décrète pas, ça ne s'autoproclame pas, ça se conçoit, ça se crée, ça se fabrique. Et vous savez combien avec vous j'ai pris ma part à son avènement »...

Sans doute que le député du Finistère, passé (assez logiquement) du hollandisme au macronisme, fait allusion à son parcours d' élu, commencé il y a deux décennies comme conseiller général, puis conseiller régional, puis député, etc. L'itinéraire d'un enfant gâté, digne représentant d'un personnel de la 5^e République dont on n'a que trop soupé.

Ou alors Ferrand, en matière de « renouveau », a-t-il en tête l'affaire des Mutuelles de Bretagne (MDB), des mutuelles dont il était directeur général... et qu'en tant que vice-président du conseil départemental du Finistère, il a largement subventionnées au profit de son épouse de l'époque (1,66 million d'euros), puis de sa nouvelle compagne (près de 200 000 euros)...

À moins qu'il s'agisse de rappeler qu'un véritable héraut de ce nouveau monde politique dont le président-Jupiter se fait le chantre quotidien, Ferrand, une fois élu député en juin 2012, a tout de même conservé un poste de chargé de mission aux MDB (rémunéré entre 1200 et 1500 euros par mois selon les sources), et embauché comme assistant parlementaire le compagnon de son ex-adjointe à la direction des MDB, puis son propre fils. Collusion, clientélisme, népotisme... n'en jetez plus!

Sur le fond, après l'arrivée du désormais ministre de Rugby lors de la vacance de monsieur Hulot, l'élection de Ferrand à la tête d'une instance fondamentale pour le fonctionnement bien huilé des institutions de la 5^e République, est une nouvelle illustration du fait que le macronisme connaît déjà une usure prématurée. En recherche d'oxygène, ce petit monde est bien à la peine pour faire émerger de nouvelles têtes pas encore totalement cramées par cette première année d'exercice du pouvoir. Le socle social, déjà étroit, du président directeur général, se rétrécit toujours plus. Si ceux d'en haut n'en peuvent plus, il va falloir en profiter...

À la Une

CAPITALISME EN CRISE, MACRONISME À L'OFFENSIVE

Résister, débattre, riposter

Après les mobilisations du printemps autour de la lutte des cheminotEs, l'été a été bien orageux pour Macron et son gouvernement. Pourtant, tout avait bien commencé avec la « bienvenue » victoire des « Bleus » au Mondial de foot, donnant l'occasion à Macron de manifester chauvinisme et démagogie.

Mais les vedettes millionnaires, estampillées par Macron représentantes des banlieues et de la diversité, étaient à peine rentrées chez elles qu'éclatait l'affaire « Benalla ».

Un été sombre

Une nouvelle illustration de la complémentarité du libéralisme et de l'utilisation de barbouzes agissant au-dessus des lois, avec ministres et responsables divers se contredisant et tentant de justifier l'injustifiable. Tout l'été, la question du climat avec les orages, les épisodes caniculaire, la sécheresse et les multiples catastrophes aux quatre coins du monde, s'est en outre invitée de plus en plus largement dans les débats, suscitant de plus en plus d'interrogations, et amenant même le pantin de l'écologie, Hulot, à se réfugier dans sa propriété de Saint-Lunaire, peut-être pour bricoler un de ses neuf véhicules à moteur – dont six voitures.

Le refus d'accueillir les passagerEs de l'*Aquarius* a quant à lui contribué à maintenir dans l'actualité la question migratoire, une question installée depuis des années en toile de fond de la vie politique avec les refus, d'un bout à l'autre de l'Europe, d'accueillir les victimes de l'impérialisme et du chaos généré par l'économie capitaliste.

Acharnement

Malgré cet été calamiteux, le gouvernement semble s'engager dans une vaste fuite en avant avec des contre-réformes tous azimuts. Au programme, la mise en cause du système de retraites par répartition et des dispositifs de l'assurance-chômage, la réduction drastique des effectifs dans la fonction publique, la dénonciation des arrêts de travail (dont il est reconnu que leur augmentation est due, pour l'essentiel, au report de l'âge de la retraite), une loi PACTE favorisant l'épargne salariale et ouvrant le champ des privatisations...

Cette politique est à l'unisson de celles menées sur l'ensemble de la planète. Avec la déroute avancée des partis supposés représenter la classe ouvrière et les classes populaires, les organisations d'extrême droite sont les principales bénéficiaires du désarroi engendré par les gouvernements au service de la bourgeoisie. De l'Italie à la Turquie en passant par la Suède et la Hongrie, de plus en plus de gouvernements font une large place à l'extrême droite et/ou sont sous son influence.

Combattre ce système

Face à ces attaques généralisées, ces reculs profonds, ces désarroi incrustés, les ripostes sont presque tout entières à construire. Ici, l'agenda de rentrée des organisations syndicales reste englué dans le dialogue social, et ne propose qu'un fractionnement infini des dates de mobilisations et une nouvelle journée nationale sans lendemain le

9 octobre. La proximité des élections fixant la représentativité dans les fonctions publiques semble être la principale préoccupation des organisations syndicales... Du côté des organisations politiques, l'horizon est d'ores et déjà obstrué par les élections européennes. La « tambouille » et le « potage des sigles », si violemment dénoncée il y a peu par Mélenchon, masquent mal l'effacement des bilans, les confusions ou égarements sur la question des migrantEs ou de l'Europe « sous contrôle allemand ».

La construction d'une mobilisation large appelant à rejeter l'ensemble de la politique du gouvernement peut seule fournir le socle d'une riposte globale mettant en cause les fondements d'un système basé sur l'exploitation forcenée des hommes, des femmes, de la planète. La mobilisation « citoyenne » qui, dans le monde entier, a rassemblé des dizaines de milliers

de manifestantEs dans près de 100 pays illustre un refus largement partagé de cette logique.

Bien sûr nous serons dans la rue le 18 septembre avec les cheminotEs, le 22 à Bordeaux avec les Ford, au côté des postiers du 92, avec les étudiantEs en lutte contre la répression... et le 9 octobre pour la journée interprofessionnelle contre la réforme des retraites. Mais avec l'idée, la volonté de convaincre qu'une course qui doit conjuguer vitesse et fond est engagée contre ce gouvernement, ce système. Et que des initiatives regroupant partis, syndicats, associations doivent aider à construire une mobilisation qui s'inscrit dans la durée, qui passe par un blocage de l'activité économique, qui organise aussi la lutte contre une répression visant à décourager l'engagement dans ces combats. Le NPA prendra des initiatives et toute sa place dans cette construction.

Robert Pelletier



SNCF

18 septembre, 9 octobre, une rentrée dans la dispersion ?

Après plus de trois mois de « bataille du rail », la direction de la SNCF passe à l'offensive sur la répression des grévistes. Son objectif est clair : préparer les conditions pour l'application concrète de la réforme ferroviaire, la casse du service public et la régression sociale qui l'accompagne.

Face à cela, et même si les cheminotEs gardent la combativité dont ils ont fait preuve pendant plus de trois mois, le plan de bataille proposé par les organisations syndicales n'est malheureusement toujours pas à la hauteur. Quelles perspectives concrètes et comment préparer la suite ?

La répression bat son plein à la SNCF et ailleurs

La direction revancharde de la SNCF a attendu fin juin pour déclencher une série de procédures disciplinaires pour faits de grève à l'encontre de cheminotEs aux quatre coins du pays. Plus de 50

cas de répressions pour faits de grève ont été recensés, en majorité à l'encontre des syndiquéEs Sud Rail et CGT, dont au moins une dizaine sous menace de licenciement. Même si cette situation de répression anti-syndicale n'est pas exclusive au chemin de fer – il suffit

de penser au cas de Gaël Quirante à La Poste – à la SNCF, il s'agit d'une véritable guerre que la direction mène aujourd'hui contre les cheminotEs qui ont relevé la tête et ont tenté de lutter contre le pacte ferroviaire. Aujourd'hui la direction cherche à faire l'exemple pour pouvoir, sans obstacles, procéder à l'ouverture à la concurrence, au transfert de personnel et à la casse de nos conditions de travail. La défense de tous les collègues attaqués doit être la préoccupation de touTEs les cheminotEs, qu'on soit syndiquéEs ou non. De nombreux rassemblements ont été organisés et les cheminotEs et cheminotes sont nombreux à se mobiliser pour soutenir les collègues réprimés. Néanmoins, il ne suffit plus d'aller

BIEN DIT

« Notre vie a été envahie par la mort de Clément, mais on veut se laisser envahir par sa vie maintenant, qui était belle et riche. »

AGNÈS MÉRIC, lors du procès des assassins de son fils Clément, 7 septembre 2018.

Un monde à changer

IL Y A 10 ANS, LA CRISE. Dans la nuit du 14 au 15 septembre 2008, la banque américaine Lehman Brothers fait faillite. Les bourses mondiales plongent et, dans les semaines qui suivent, la croissance économique des États-Unis et de l'Europe commence à s'effondrer. Ainsi a éclaté la plus grande crise économique depuis celle des années 1930.

En fait, la faillite de Lehman Brothers ne s'est pas produite dans un ciel serein. Elle a été précédée par la crise des crédits hypothécaires étatsuniens. Encouragés par le gouvernement, les organismes de crédit avaient commencé à prêter à tout-va aux ménages désireux d'acquiescer des habitations, avec des taux d'intérêt variables qui, après quelques années, augmentaient fortement. Mais tout s'est emballé et l'effondrement des prix immobiliers a commencé. Des centaines de milliers de ménages se sont retrouvés incapables de payer les échéances de leurs prêts et les organismes prêteurs ont commencé à faire faillite. Ces derniers étaient souvent liés à des banques. Banques centrales et gouvernements commencent alors à déverser des milliards de dollars et d'euros pour éteindre l'incendie et sauver les banques.

À l'arrière-plan, au niveau de l'ensemble de l'économie, se trouvait un taux de profit dont le recul n'était que partiellement compensé

par l'exploitation et la précarisation des travailleurEs, tandis que la finance avait été libéralisée sans entrave. Il n'y a pas de capitalisme sans crise et, si les banques ont été sauvées, les salariéEs et les peuples ont payé la crise par une hausse du chômage, une stagnation des salaires et un recul des droits sociaux, tandis que les plus riches faisaient plus que tirer leur épingle du jeu. Où en est-on aujourd'hui ? Deux experts au service du capital se sont exprimés ces derniers jours. D'abord l'ex-président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet, qui considère que la situation financière actuelle est « aussi dangereuse » qu'au moment de la chute de la banque Lehman Brothers. L'ancien président du FMI, Dominique Strauss-Kahn, va dans le même sens et ajoute cyniquement à propos de la politique menée par les États et les banques centrales aux USA et en Europe : « C'est une politique qui consiste fondamentalement à renflouer le système financier et donc à servir les plus riches de la planète. »

On ne sait pas quand se produira la prochaine crise financière, mais elle est en route, dans un monde toujours livré à l'avidité des capitalistes et où la politique de Trump accroît les contradictions entre les États. Désordres du climat, de l'économie et de la société, la réponse est la même : il faut agir pour changer le monde.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Dans 97 pays, des marches pour le climat

Le succès des marches pour le climat, le 8 septembre, est une excellente nouvelle. Alors que les précédentes initiatives du même type n'avaient réuni que quelques milliers de personnes en France, ce sont des dizaines de milliers de manifestantEs, souvent jeunes et en majorité des femmes, qui sont descendues dans les rues de toutes les grandes villes.

Organisées en quelques jours, la réussite des marches est une bonne surprise, une illustration supplémentaire qu'un événement peut toujours bousculer la routine. La succession de catastrophes dues au dérèglement climatique – canicule, sécheresses, inondations, incendies de forêts, cyclones – qui a marqué l'été provoque une prise de conscience. Le bouleversement climatique n'est plus une menace lointaine dans le temps et dans l'espace, ses effets sont visibles ici et maintenant.

«Hulot démissionne, pas nous!»

Dans ce contexte, la démission de Hulot, à la fin du mois d'août, a eu un effet collatéral imprévu. L'épisode Hulot dans le gouvernement Macron est une illustration criante que l'écologie n'est pas compatible avec les politiques libérales menées par des gouvernements aux ordres des grands groupes industriels et bancaires, des lobbys des énergies fossiles, du nucléaire, de l'agro-industrie, de la chasse, des bétonneurs... Les politiques qui se limitent à des effets



DR

d'annonces, quand elles n'aggravent pas purement et simplement la situation, deviennent insupportables, et l'inaction devient criminelle. L'appel à manifester, diffusé sur les réseaux sociaux, a rencontré un écho immédiat. Les associations qui préparaient la journée mondiale pour le climat ont immédiatement saisi l'opportunité de lui donner une dimension inédite. Elles ont proposé de fusionner les appels. Le pari est réussi.

Mais malgré ce succès, nous sommes encore loin du raz-de-marée, de la mobilisation générale durable que nécessite l'état d'urgence climatique. Pour ne pas rester sans lendemain et sans efficacité, cette étape doit déboucher sur la construction d'un vaste mouvement pour la justice climatique, pour imposer la sortie des énergies fossiles et l'arrêt du nucléaire, le passage à une agriculture écologique et paysanne, des transports publics gratuits...

Une révolution culturelle à accomplir

Le succès a largement reposé sur le constat que « les politiques ne faisant rien, à nous de tout changer », en écho à la déploration de Hulot sur l'absence d'une « société structurée qui descend dans la rue ». La dimension individuelle et personnelle de la mobilisation, lisible dans les multiples pancartes, est indispensable mais insuffisante. L'absence du mouvement syndical souligne dramatiquement la révolution culturelle à accomplir dans le mouvement ouvrier pour qu'il se saisisse de cette question et jette ses forces dans un combat qui concerne en premier lieu les exploités et les plus pauvres. Il y a un besoin urgent d'une politique écosocialiste qui exproprie les capitalistes et « change tout » : la production, la consommation, la circulation des biens et des services, qui organise une planification démocratique, autogérée, pour à la fois satisfaire les besoins sociaux et limiter au maximum les effets sur l'environnement.

Commission nationale écologie



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

de rassemblement en rassemblement, comme si chaque collègue réprimé était un cas isolé. En effet, il faudrait une véritable campagne nationale unitaire contre la répression, avec un mot d'ordre clair : aucune sanction !

Un plan de bataille pour passer à l'offensive

Ce ne sont donc pas les raisons de se mobiliser qui manquent aujourd'hui à la SNCF : passage en force du pacte ferroviaire, casse du service public et de nos conditions de travail et forte répression qui s'abat sur les grévistes. Dans ce contexte, la CGT Cheminots appelle à une journée de mobilisation le 18 septembre, sans appel à la grève, afin de faire pression sur les négociations de la convention

collective (CCN) avec l'organisation de rassemblements dans les différentes régions. Sud Rail a décidé de ne pas s'inscrire dans cette journée. Face à cette situation, il apparaît comme une évidence, pour la plupart des collègues, qu'il ne s'agit pas d'un plan de bataille à la hauteur des attaques portées par la direction. Il y a ensuite un appel à la mobilisation et à la grève interprofessionnelle pour le 9 octobre, à l'appel de la CGT, FO et Solidaires, dans laquelle les cheminotEs vont s'inscrire. Il reste à voir si les cheminotEs, en partant de l'expérience qui a été faite pendant la « bataille du rail » au printemps dernier, pourront se doter d'un plan offensif pour contre-attaquer, face à une direction revancharde.

Laura Varlet

Le chiffre 7 milliards

C'est, en euros, le montant des bénéfices réalisés par Carrefour entre 2009 et 2017, selon une étude d'Oxfam. Plus de 80% de ces 7 milliards ont été reversés aux actionnaires sous forme de dividendes, un chiffre nettement supérieur à la moyenne des entreprises du CAC 40 (60%). Souvenons-nous que Carrefour a annoncé, au début de l'année 2018, la fermeture de 273 magasins, ainsi que 2 400 suppressions de postes...



Agenda

Vendredi 14 septembre, manifestation antifasciste en hommage à Clément Méric, Paris.

À 18 h 30, place de la République, à l'appel du Comité pour Clément.

Du 14 au 16 septembre, Fête de l'Humanité à la Courneuve. Voir le programme du stand du NPA en page 10.

Mardi 18 septembre, journée nationale de mobilisation des cheminotEs.

Mercredi 19 septembre, meeting de soutien à la lutte du peuple kanak pour l'indépendance, Paris. À 19 h, Bourse du travail de Paris, 3, rue du château d'eau, à l'initiative des organisations indépendantistes kanak.

Samedi 22 septembre, manifestation contre la fermeture de l'usine Ford Blanquefort, Bordeaux. À 14 h, place de la République, à l'initiative des salariéEs de Ford.

NO COMMENT

« Nous vivons depuis 70 ans dans un miracle : il n'y a plus la guerre en Europe. »

EMMANUEL MACRON, conférence de presse à Helsinki, 30 août 2018.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉDUCATION NATIONALE

Une rentrée sous le signe de l'austérité et de la sélection

La rentrée du gouvernement en matière d'éducation, c'est sélection sociale, austérité budgétaire et casse du statut des enseignantEs.

Le gouvernement a beau s'agiter dans tous les sens, à grands renforts de com, pour faire croire qu'il agit en faveur de l'éducation, sa politique est claire : sa vision de l'école est celle d'une école de la sélection sociale.

Pénurie budgétaire organisée

L'an dernier, malgré la mobilisation des étudiantEs, il a mis en place la sélection à l'entrée de l'université avec Parcoursup. En cette rentrée, ce sont plus de 50000 étudiantEs qui sont sans aucune proposition d'affectation, et 170000 jeunes qui ont quitté la plateforme sans qu'on sache ce qu'ils et elles sont devenus. Au lieu d'augmenter les budgets de l'enseignement supérieur pour permettre à tous les jeunes de pouvoir étudier, avec cette réforme, les universités peuvent désormais choisir leurs étudiantEs. Le résultat, ce sont des milliers de jeunes qui se retrouvent sur le carreau, notamment les jeunes issus des lycées de quartiers populaires. Cette sélection sociale, elle commence en réalité dès la maternelle. Voilà plusieurs années maintenant que les différents gouvernements organisent la pénurie budgétaire dans l'éducation. Des classes de collège et de lycée à plus de 40, des effectifs dans les écoles primaires et maternelles qui dépassent 30, voilà désormais la norme. Bien évidemment, c'est une première forme de sélection sociale. Quand les enseignantEs n'ont pas la capacité matérielle de s'occuper de l'ensemble de leurs élèves, ce sont ceux qui sont déjà les plus fragiles qui en pâtissent en priorité. La réforme de l'enseignement professionnel laisse bien entrevoir comment ce gouvernement considère les jeunes qui resteront sur le bord de la route après la mise en œuvre de l'impitoyable sélection : baisse du nombre d'heures des enseignements généraux pour former de futurs salariéEs qui seront de la main d'œuvre corvéable à merci.

En ligne de mire: le statut des fonctionnaires

C'est cette réalité que Macron et son gouvernement cherchent à masquer avec la « politique spectacle » en faveur des REP+. Depuis le début de sa mandature, le gouvernement affiche sa mesure phare des CP et CE1 dédoublés en éducation prioritaire. Mais cette mesure n'est que l'arbre qui cache la forêt du délabrement de l'école. Même en REP+, les effectifs explosent dans les autres niveaux de classe : les classes de CP et de CE1 sont à 12, mais les classes de maternelle et les classes de CE2, CM1, CM2 frôlent les 30 élèves. De même, la prime de 3000 euros pour les enseignantEs de REP+, promise durant la campagne présidentielle, est loin de l'objectif affiché d'une reconnaissance des enseignantEs qui exercent dans des conditions difficiles. En effet, Blanquer a annoncé qu'une partie de la prime serait versée « au mérite ». Tel est le réel objectif de ce prétendu cadeau : introduire la rémunération au mérite des enseignantEs. Avec le projet CAP 22, c'est bien au statut des fonctionnaires que compte s'attaquer le gouvernement.

L'an dernier, les mobilisations ont été nombreuses dans l'éducation, contre les fermetures de classes et les baisses de dotations dans les collèges et les lycées, contre la suppression des emplois aidés, et bien évidemment contre la mise en place de Parcoursup. Mais pour gagner, c'est un mouvement unifié, de la maternelle à l'université, que nous devons construire, en arrêtant les mobilisations fragmentées, établissement par établissement. Ensemble, étudiantEs, enseignantEs, parents d'élèves... nous pouvons imposer une éducation de qualité, ouverte à tous et toutes, y compris aux enfants d'ouvrierEs et des classes populaires.

Juliette Stein



MIGRANT-E-S La question des réfugiés, une ligne rouge pour les internationalistes

En cette rentrée, la question des migrantEs est au cœur des débats du début de campagne des élections européennes. Et on peut dire qu'il y a du gros temps, et un vent mauvais souffle.

La pression de l'extrême droite raciste et xénophobe a miné le terrain dans toute l'Europe. Il y a urgence à reprendre l'offensive idéologique pour faire entendre une voix internationaliste, solidaire, sans la moindre réserve, de nos frères et sœurs de classe que les conflits, les catastrophes climatiques, la misère ou simplement leur choix, transforment en réfugiés. Et cela commence par un débat qui s'annonce serré avec les voix qui, à gauche de la social-démocratie, commencent à dérapier gravement.

« Il faut être réaliste »

L'espace médiatique ouvert par les déclarations de Sahra Wagenknecht en Allemagne semble avoir provoqué un appel d'air dans les rangs de La France insoumise. Dans le Figaro du 9 septembre, un cadre de la FI déclare : « Il faut être réaliste. Si nous adoptons la même ligne que les formations d'extrême gauche sur l'immigration, dans le contexte actuel, nous sommes morts politiquement. Contrairement à certaines formations, nous, nous avons vocation à gagner dans les élections ». À mettre en rapport avec les déclarations de Jean-Luc Mélenchon dans le Monde le 24 août (« Je n'ai jamais été pour la liberté d'installation et je ne vais pas commencer aujourd'hui. »), et dans son livre paru le 8 septembre (« Si on ne veut pas que les gens viennent, il vaut mieux qu'ils ne partent pas. [...] Il faut cesser de croire que les gens partent par plaisir. Donc éteignons l'une après l'autre les causes de leur départ. Elles sont très simples, c'est la guerre et la misère »).

LES PATRONS PRO-MIGRANTS ?



Bien sûr ce n'est pas un racisme crétin, mais les prétendus intérêts des peuples d'ici et d'ailleurs qui guideraient ces propos. Ainsi, toujours selon Mélenchon : « Oui, il y a des vagues migratoires, oui, elles peuvent poser de nombreux problèmes aux sociétés d'accueil quand certains en profitent pour baisser les salaires en Allemagne. Nous disons : honte à ceux qui organisent l'immigration par les traités de libre-échange et qui l'utilisent ensuite pour faire pression sur les salariés. » Et l'aboutissement de ce raisonnement est tenu par Djordje Kuzmanovic (futur candidat de la FI aux européennes) : « La bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires. [...] On ne peut pas

laisser mourir les gens en Méditerranée, mais si une personne n'est pas éligible au droit d'asile, il faut la renvoyer dans son pays. Et rapidement. »

Pas de fatalité, mais un rapport de forces

Au NPA, nous défendons l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation pour touTEs, et l'égalité des droits de manière indissociable. Et ce n'est pas l'affaire d'une « bonne conscience » mais d'une compréhension d'appartenir à une classe qui n'a pas de frontière. Il n'y a pas de logique économique selon laquelle des conditions objectives permettraient d'augmenter ou de diminuer les salaires, de développer un pays ou de l'enfoncer

dans le sous-développement. Il y a des classes sociales qui se battent et créent des rapports de forces politiques. Si le patronat allemand peut utiliser les réfugiés pour faire baisser les salaires, c'est qu'il a déjà créé les conditions qui font que, selon le journal *La Tribune*, « la prospérité allemande est un cauchemar pour 40% de ses citoyens ». Il n'y a pas de fatalité sur le fait qu'un afflux de population provoque une baisse des salaires. Des historiens ont, par exemple, montré qu'en 1962 et les années suivantes, le retour en catastrophe des 90000 rapatriés d'Algérie a provoqué une baisse ponctuelle des salaires dans les régions d'arrivée avant que ceux-ci ne remontent... après 1968. Toute la question est de savoir qui est à l'offensive : les patrons et leur personnel politique, ou le mouvement ouvrier internationaliste. Diviser le monde du travail a toujours été une arme des classes dominantes. Nous devons donc leur opposer un programme qui réalise l'unité de notre camp. C'est pour cela que le NPA défendra dans la campagne des européennes :

- l'arrêt des interventions militaires françaises et européennes dans quelque cadre que ce soit ;
 - la fermeture des hotspots en Afrique ;
 - la régularisation de touTEs les sans-papiers pour en finir avec la clandestinité qui condamne à l'exploitation et à la précarité généralisées ;
 - la diminution du temps de travail pour partager le travail entre toutes les mains quelles que soient leur couleur, leur origine, ou leur nationalité...
- Plus que jamais convaincuEs que « *L'Internationale sera le genre humain* » !

Cathy Billard

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE Derrière la cacophonie, un élément de la crise politique

Après des jours de confusion, le prélèvement à la source sera mis en place au 1^{er} janvier 2019... Une première brèche de discorde s'est ouverte au sein du gouvernement.

Le Premier ministre Édouard Philippe a donc officiellement mis fin à la cacophonie autour du prélèvement à la source le 4 septembre au 20 h de TF1. Le prélèvement à la source sera, comme prévu, mis en place le 1^{er} janvier 2019. Une décision a donc été prise, mais elle a ouvert une crise importante entre, d'une part, l'Élysée et, d'autre part, certains ministres, la direction de l'administration des Finances publiques et une partie du patronat.

Pas d'unanimité dans leur camp Dès la décision de mettre en place le prélèvement à la source par le

gouvernement précédent, des oppositions s'étaient faites entendre. Le ministre de l'Économie de Hollande, un certain Emmanuel Macron, avait lui-même émis des doutes, suivant ainsi la position de ses amis de la finance et du patronat. En effet, le Medef, la CGPME, les artisans... ont très vite donné de la voix contre cette réforme du recouvrement de l'impôt sur le revenu, non pour des raisons de fond mais pour des questions de coût, affirmant que cela leur coûterait trop cher dans un moment où « les entreprises sont en recherche de compétitivité ». Ils reprenaient ainsi à leur compte le rapport de l'inspection générale des finances (IGF) qui indiquait, en septembre 2017, que la charge, en fonctionnement courant, du prélèvement à la source, « serait comprise entre 60 et 70 millions d'euros par an. » pour les entreprises. C'est ainsi que pendant longtemps, le patronat, avec à sa tête le Medef, proposait la généralisation de la mensualisation et

de rendre l'impôt contemporain de la perception des revenus. Et ainsi sortir les entreprises de l'usine à gaz.

Première brèche au sein du gouvernement

La cacophonie de ces dernières semaines, initiée par les « doutes » de Macron, est révélatrice d'une première brèche entre membres du gouvernement, et pas des moindres. En effet, les principaux opposants à la réforme au sein du gouvernement ont très régulièrement l'écoute de Macron, comme par exemple Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, qui n'a pas caché ses doutes et son opposition au vu des risques de bugs informatiques, qui auraient un lourd coût politique. Il se souvient sans aucun doute, lorsqu'il était ministre de la Défense de Hollande, du bug du logiciel de paye Louvois en 2011 qui, encore à ce jour, ne paie pas correctement les soldats et qui a, en silence, créé une véritable révolte dans l'armée. Castaner, l'autre

ténor du gouvernement à avoir été totalement opposé à la mise en place du prélèvement à la source, a semble-t-il, selon le JDD, instillé le doute chez Macron en lui faisant revenir les « échos du terrain » et des « effets psychologiques » sur des millions de salariéEs, mais aussi le risque de défiance vis-à-vis de la prise du pouvoir « des technocrates de Bercy ». Face à ces opposants de poids, Édouard Philippe, Gérard Darmanin et Bruno Le Maire (même s'il a été plus discret) ont soutenu sans faille la réforme, à l'instar de Bruno Parent, le Directeur général des Finances publiques qui, selon le *Canard enchaîné*, aurait même mis sa démission en jeu. Macron semble avoir hésité jusqu'au bout et avoir été prêt à enterrer cette réforme. Mais après la démission de Hulot, le coût politique aurait été là aussi trop important, et aurait pu redonner un espace aux Républicains que Macron a réussi à atomiser. La crise n'en est pas terminée pour autant. À suivre.

Joséphine Simphon

ALLEMAGNE Le mouvement « Aufstehen » : « debout »... pour quoi faire ?

En présentant ce « mouvement », Wagenknecht était accompagnée d'un membre des Grünen (les Verts), d'une membre du SPD et d'un conseiller, représentant 40 personnalités très connues. L'objectif était ainsi de présenter Aufstehen comme un mouvement qui serait en mesure de dépasser les limites des partis existants, et de réunir la gauche.

Un « mouvement » autoproclamé

La réalité est beaucoup plus prosaïque. Aufstehen n'est pas à même de jouer un rôle dans les luttes et encore moins dans la clarification et le développement des positions de la gauche, même réformiste. Même si plus de 100 000 intéressés se sont inscrits sur la plateforme internet, le mouvement est en réalité autoproclamé. Wagenknecht est inspirée par La France insoumise et n'a pas proposé son projet dans Die Linke, mais l'a préparé d'une façon quasi clandestine avec un petit cercle de fidèles (Team Sahra). De cette façon, Wagenknecht détermine et contrôle absolument tout dans ce projet qui est à 100% « top-down » : il n'y a pas de comités préparatoires qui pourraient élaborer quoi que ce soit, et le mouvement n'est en aucune façon un rassemblement des forces qui sont actives dans les divers mouvements réels tel que « Aufstehen gegen Rassismus » (« debout contre le racisme »), Seebücke (« embarcadère » – mouvement qui lutte pour le sauvetage des réfugiés en Méditerranée), les mouvements antimilitaristes (« Abrüsten jetzt » et « Rüstungsexport stoppen »), les comités de soutiens aux luttes

Le 4 septembre, Sahra Wagenknecht, co-présidente du groupe parlementaire de Die Linke au Bundestag (la chambre des députés), a présenté à la presse le nouveau mouvement « Aufstehen » (« Debout »), qu'elle a initié avec son mari Oskar Lafontaine.



syndicales, contre les loyers exorbitants, etc.

Après les émeutes racistes à Chemnitz, nombre d'initiatives ont été prises, et nombre d'intellectuels se sont engagés dans les mobilisations antiracistes, ce qui a permis un concert de solidarité avec plus de 65 000 personnes dans les rues de Chemnitz. Cela a démontré la force toujours importante (et peut-être grandissante) du mouvement antiraciste. Mais aucune personne de Aufstehen n'avait appelé à participer, et aucun des protagonistes du prétendu « mouvement de rassemblement » n'y était présent.

Un programme plus qu'ambigu
Wagenknecht – très médiatisée – explique clairement son objectif :

elle veut récupérer les électeurs qui souffrent d'un sentiment d'abandon. L'AfD (le parti populiste de droite avec une forte aile d'extrême droite) est forte, parce que « les gens se sentent défavorisés » et parce « nous ne leur parlons plus », dit-elle. Donc pour contrer l'AfD, elle veut capter les voix des « déçus » en défendant les services publics, en taxant les riches et en tenant... un discours anti-migrants qui va sur le même terrain que l'AfD. En effet, un des éléments centraux du profil d'Aufstehen est son programme anti-migrants, totalement contradictoire avec une riposte progressiste au drame des réfugiés qui est, depuis 2015, la question-clé d'une politique non seulement humanitaire mais répondant aux

intérêts des travailleurEs. Pour Wagenknecht (comme pour les partis bourgeois), l'immigration est un « problème », et il faut donc limiter le nombre des migrantEs qui sont autorisés à entrer en Allemagne, prétendant que « nos capacités sont limitées ».

Pour Wagenknecht, ce n'est pas le capitalisme qui est le problème mais ce sont les réfugiés, même si elle ajoute qu'il faut combattre les raisons de la fuite des migrantEs de leur pays. Elle s'est adaptée aux « populistes » de droite et, ce faisant, leur a donné gain de cause. Aufstehen est avant tout un événement médiatique, malgré les 110 000 inscrits. Ces dernierEs espèrent – comme Wagenknecht et Lafontaine – qu'un nouveau mouvement de gauche en coalition avec le SPD et les Verts pourra remplacer le gouvernement CDU-CSU-SPD. En fin de compte, ce « mouvement » n'a d'autre raison d'être que de préparer la fondation d'un nouveau parti pour les élections en 2021.

Avec son programme extrêmement opportuniste, flirtant avec la droite et avec le soutien de l'aile droite de Die Linke, cette manœuvre risque de discréditer Die Linke, déjà très compromis par sa participation aux gouvernements de trois Bundesländer (États fédéraux), dont Berlin, en y mettant en œuvre une politique néolibérale.

Jakob Schäfer, membre de l'ISO (Organisation socialiste internationale)

GRANDE-BRETAGNE Des nouvelles de la guerre anti-Corbyn

Au cours des derniers mois, l'intense guerre menée contre la direction de gauche du Parti travailliste depuis trois ans s'est portée sur le front de l'antisémitisme, que Corbyn est désormais censé avoir déchaîné dans la société britannique tout entière.

Les trois journaux juifs britanniques (*The Jewish Chronicle*, *Jewish News* et *The Jewish Telegraph*) ont notamment publié un éditorial commun annonçant un gouvernement conduit par Corbyn représenterait rien moins qu'« une menace existentielle pour les juifs de Grande-Bretagne », dès lors que les condamnations de la politique de l'État d'Israël devaient invariablement signifier une hostilité congénitale envers les juifs. La folie de ce genre d'imputation n'est pas nouvelle, et prend le risque considérable de traiter avec un opportunisme et une légèreté coupables l'horreur des persécutions et de l'extermination nazies. Elle s'aggrave en outre de l'amalgame chronique qui voudrait rendre tous les juifs, où qu'ils se trouvent, comptables de facto d'une politique israélienne annexionniste sous protection trumpiste.

Pression et chantage

La récente séquence, lancée courant mars 2018, a conduit à la focalisation sur l'adoption, dans le règlement intérieur du Labour britannique, de la définition de l'antisémitisme formulée dans un document de travail de l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste). La droite



du parti travailliste en exigeait l'adoption dans son intégralité, et donc à l'inclusion des exemples de manifestation d'antisémitisme que constituerait la critique de la politique israélienne et du projet sioniste – pourtant si controversés à l'heure de la « loi sur l'État nation du peuple juif », des annexions et des massacres sur les populations gazaouies, entre autres.

Après des semaines de pression et de chantage d'une virulence exceptionnelle, appuyés sur des spéculations sémantiques toujours plus fébriles sur tel segment de phrase, tel tweet ou photographie (le corpus est décidément maigre), le comité exécutif national du parti, pourtant majoritairement

pro-Corbyn, a finalement adopté la définition de l'IHRA dans son intégralité le 4 septembre.

Le fond de l'affaire est simple : la possibilité, maintenant bien réelle, qu'une des premières puissances au monde voit arriver au pouvoir un défenseur historique de la campagne BDS, est un cauchemar pour le pouvoir israélien et ses divers soutiens et alliés. Contrairement à ce que rapporte une partie de la presse française depuis quelques jours, ce n'est pas une controverse sur l'antisémitisme qui se serait emparé du Labour : c'est, tout à fait à l'inverse, une petite fraction du labour parlementaire inconditionnellement pro-sioniste qui est prise de panique depuis que

les sondages (mi-juillet) donnent quatre à cinq points d'avance au Labour de Corbyn sur les conservateurs. L'angoisse profonde n'est plus de perdre les élections, mais bien de les gagner !

Norme réactionnaire et xénophobe

La campagne diffamatoire de proportion industrielle contre la gauche travailliste (avec la collaboration très active de la BBC et du Guardian) est elle-même le symptôme d'une norme réactionnaire et xénophobe en formation à échelle européenne, dont l'extrême droite pro-israélienne offre le terrain de convergence consensuelle aujourd'hui : la communion générale dans l'islamophobie et contre tout ce qui pourrait contrarier cette belle unité, à commencer par tous les juifs qui refusent l'injonction à soutenir la politique israélienne. Pour une note plus positive, la virulence de l'assaut anti-Corbyn reste aussi un aveu d'impuissance face à l'audience de masse de la gauche en Grande-Bretagne. Nous pouvons (et devons) longuement débattre sur ce qu'incarne, en fin de compte, Corbyn. Il demeure, cependant, qu'en ce qui concerne ses adversaires, les choses paraissent claires depuis le début : Corbyn est le nom d'une menace grave à noyer d'urgence dans un vacarme d'effrois et d'indignations fabriquées.

Thierry Labica



Le monde en bref

Ahed Tamimi empêchée de quitter la Palestine

Libérée des geôles israéliennes à la fin du mois de juillet, après avoir passé huit mois en détention, la jeune Ahed Tamimi n'en a pas fini avec la répression. On a en effet appris que les autorités israéliennes lui avaient interdit, ainsi qu'à sa famille, de quitter les territoires palestiniens, pour « raisons de sécurité ». Ahed Tamimi, qui avait obtenu son « visa Schengen », devait se rendre en Europe et participer à diverses initiatives de solidarité avec la Palestine, en intervenant notamment à la Fête de l'Humanité et à des rencontres organisées par l'Association France-Palestine solidarité à Nantes, Grenoble et Nancy, avant de se rendre dans l'État espagnol.

L'acharnement contre la jeune fille de 17 ans, devenue l'un des symboles de la résistance palestinienne, se poursuit, de la part d'autorités d'occupation qui n'ont, de toute évidence, aucune envie que s'expriment, hors des territoires palestiniens, des voix dénonçant la brutalité de la politique israélienne. Un signe de faiblesse de la part du gouvernement Netanyahu, dans un contexte international où de plus en plus de structures et de personnalités, notamment dans le champ artistique, prennent position pour le boycott d'Israël, à l'image de la chanteuse Lana Del Rey, qui a récemment annulé un concert en Israël, et des nombreux artistes de renommée internationale qui appellent d'ores et déjà à boycotter l'Eurovision 2019 si l'événement était organisé, comme cela est jusqu'à présent prévu, en Israël.



Irak Bassora en révolte contre la corruption et les inégalités

C'est, au sens strict du terme, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Suite à l'hospitalisation de 30 000 personnes intoxiquées par de l'eau polluée (mais distribuée par le réseau public), la colère sociale qui grondait dans la deuxième ville d'Irak a dégénéré en émeutes le vendredi 7 septembre. Divers bâtiments, dont le gouvernorat, le consulat d'Iran et les sièges des principaux partis politiques, ont été incendiés et/ou mis à sac. La répression a fait au moins 12 morts.

Depuis le début du mois de juillet, un large mouvement de protestation contre les autorités s'était développé dans la ville, alimenté par l'absence de redistribution de la rente pétrolière. C'est en effet près de 80% de la production pétrolière irakienne qui provient de Bassora. Une production en augmentation constante, avec un nouveau record au mois d'août : 112 millions de barils produits, soit deux fois plus qu'il y a 8 ans, l'Irak se hissant à la deuxième place des pays de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Mais de cette manne pétrolière, la population irakienne ne voit pas la couleur, notamment dans la province chiite de Bassora où les services publics (écoles et hôpitaux notamment) sont dans un état de délabrement sans précédent, et où l'électricité n'est disponible que trois heures par jour...

Ce sont en réalité les élites irakiennes corrompues et les compagnies pétrolières qui se sucent sur le dos d'une population qui n'en peut plus. « L'Irak est riche, mais les Irakiens sont pauvres » : un résumé de la situation d'un pays qui subit, encore et toujours, les ingérences extérieures et la rapacité des capitalistes étrangers et de leurs alliés autochtones.

SEPTEMBRE 1938



LA FONDATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Dès le début des années 1930, les marxistes révolutionnaires sont confrontés à un défi : l'outil créé au lendemain d'Octobre 1917, l'Internationale communiste, a été transformé en une succursale de la diplomatie stalinienne, ayant « purgé » les partis nationaux, trahi les montées révolutionnaires en Chine et abouti en Allemagne à une défaite sans combat face au nazisme.

Reconstruire une internationale

Après août 1914, il avait déjà fallu résister à la soumission aux gouvernements impérialistes des dirigeants de l'Internationale socialiste. Aussi, en moins de 20 ans, au cœur de la guerre puis des poussées révolutionnaires et du triomphe du fascisme, fallait-il reconstruire l'organisation internationale des militantEs révolutionnaires.

Loin de vouloir se limiter au réseau des bolchéviks-léninistes, Trotsky et ses camarades essayèrent d'abord, sans succès, de se rassembler avec les « centristes » du Bureau de Londres qui résistaient à la main-mise du stalinisme et s'étaient prononcés en faveur de la création d'une IV^e Internationale. Le but était de reconstruire une Internationale de masse. Il était indispensable de poursuivre le chemin ouvert par l'Internationale communiste en 1919 et de s'organiser solidement face à la guerre qui s'annonçait et aux bouleversements révolutionnaires à venir. La IV^e Internationale fut finalement créée en 1938 avec l'espoir que le petit nombre de militantEs rassemblés pourraient croître comme cela avait été le cas, entre 1915 et 1919, autour des internationalistes.

Un projet toujours d'actualité

La IV^e Internationale ne s'est pas transformée en organisation révolutionnaire de masse après la guerre, mais la nécessité de construire une telle internationale est toujours d'une actualité pressante. Le monde a été bouleversé depuis 80 ans : extension puis dislocation du glacié stalinien et retour de la Russie dans le système capitaliste international, révolutions en Chine et à Cuba, guerre d'indépendance dans les empires coloniaux amenant à leur effondrement. Tous ces événements ont mis en mouvement des dizaines de millions d'hommes et de femmes cherchant les voies d'une société démocratique débarrassée de l'exploitation capitaliste et des oppressions, satisfaisant les besoins sociaux. Les centaines de milliers de femmes et d'hommes chassés de leur zone de vie par les guerres et les dérèglements climatiques, le réchauffement de la planète, la montée de nouveaux mouvements réactionnaires dans plusieurs parties du monde viennent s'ajouter aux méfaits quotidiens des politiques d'austérité capitalistes. Les tâches tracées par les révolutionnaires de 1938 sont toujours à l'ordre du jour, et c'est aux militantes et aux militants d'aujourd'hui d'y répondre, dans les luttes et les mouvements sociaux, et en construisant, face aux dérives chauvinistes étriquées, une force politique révolutionnaire anticapitaliste et internationaliste, menant de front le combat féministe, écologiste, antiraciste, anti-discriminations et prolongeant l'ambition du *Manifeste communiste* qui a inspiré la I^{re} Internationale.

Léon Crémieux

DE L'OPPOSITION DE GAUCHE À LA FONDATION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

La fondation de IV^e Internationale n'est pas que l'avènement d'une nouvelle structure : c'est aussi l'issue d'un processus de lutte politique de plus de quinze années, menée par Trotsky et l'Opposition de gauche, dans les partis communistes et la III^e Internationale (IC) (en fussent-ils exclus), pour la réforme de l'Internationale fondée à la suite de la révolution d'Octobre. Cette lutte politique a embrassé l'ensemble de la politique menée par Staline et ses sbires, de l'indépendance du parti à la politique agraire de l'Union soviétique.

En 1933, alors qu'Hitler accédait au pouvoir et que Trotsky cherchait à rassembler tous les révolutionnaires anti-staliniens, paraissait une ébauche de programme pour l'Opposition de gauche, « Onze points » qui allaient devenir l'ossature du *Programme de transition* publié cinq ans plus tard. Onze points qui résument les préoccupations centrales de Trotsky face aux staliniens. Un des points les plus importants est sûrement celui sur « l'indépendance du parti prolétarien, toujours et dans toutes les conditions ». En Chine, Staline avait obligé les communistes chinois à se dissoudre dans le Guomindang, le parti nationaliste dirigé par Tchang Kai-Chek, en travestissant la politique de Front unique énoncée au IV^e congrès de l'Internationale communiste. De cette alliance, la seule chose qui est ressortie, c'est le désarmement des communistes face à la répression nationaliste lors de l'insurrection de Shanghai en avril 1927 : malgré le lancement d'une grève générale et la prise du pouvoir du principal pignon économique de la Chine, les communistes se font massacrer

par les troupes de Tchang Kai-Chek, qu'ils avaient fait entrer dans la ville.

Contre le « socialisme dans un seul pays »

Un des autres points centraux de la lutte contre le stalinisme était la lutte pour « la reconnaissance du caractère international et par là permanent de la révolution prolétarienne, le rejet de la théorie du socialisme dans un seul pays ». En effet, alors que, dès la prise du Palais d'hiver, l'ensemble du parti bolchevik avait conscience de la nécessité de l'extension de la révolution à l'Europe et au monde entier, le stalinisme a, dans son entreprise de liquidation de la révolution, révisé tous les principes marxistes en énonçant l'idée qu'il était possible d'instaurer le « socialisme dans un seul pays ». Évidemment, ce mythe était accompagné de l'idée que la Russie était déjà entrée dans le socialisme, mythe développé par une politique économique que Trotsky qualifiait « d'opportuniste » de 1923 à 1928, lorsque Staline soutint les paysans riches (koulaks) contre le développement de l'industrie, puis « d'aventuriste » entre 1928

et 1932, quand l'URSS se retourne contre les koulaks pour marcher vers l'industrialisation forcée. Si ces batailles politiques ont d'abord été menées dans le PC de l'Union soviétique (PCUS) et dans l'IC, Trotsky en fut rapidement exclu : dès 1927, le « Vieux » est exclu du PCUS avec l'Opposition de gauche. Mais cela n'a pas empêché les oppositionnels de continuer à se considérer comme une fraction du PCUS et de l'IC, avec comme but de réformer le parti et l'Internationale, pour mettre à nouveau cette dernière au service de la révolution. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont ni les purges ni les assassinats qui ont poussé l'Opposition de gauche sur la voie d'une nouvelle internationale pour la révolution. Toute fondation d'une nouvelle internationale supposait que la précédente ait été dépassée par une épreuve historique telle que sa faillite en devienne indiscutable. Et qui dit faillite totale du pouvoir, dit nécessité de son renversement insurrectionnel.

Faillite de la III^e Internationale

La faillite de la III^e Internationale interviendra en 1933, avec

l'arrivée d'Hitler au pouvoir : alors que le fascisme prend l'ascendant en Allemagne, le KDP (Parti communiste allemand) va tout simplement capituler sans bataille. C'est une défaite sans combat, et les communistes, sociaux-démocrates et syndicalistes allemands sont menés à l'abattoir sous les yeux coupables de Staline dont la politique dite « troisième période » qui traitait les partis sociaux-démocrates de « sociaux-fascistes », a empêché tout développement d'un front unique contre le fascisme.

Dès lors, il faut un nouveau parti de l'insurrection, y compris en URSS. Dans les pays capitalistes, cela suppose la nécessité de fonder de nouveaux partis dont la tâche sera de lutter contre le stalinisme, nouvelle forme de réformisme contre-révolutionnaire. En URSS cependant, dans le seul État ouvrier des années 1930, si la tâche est là aussi la révolution, elle est différente par son contenu, essentiellement politique, étant donné que la révolution d'Octobre avait déjà mis à bas la propriété privée des moyens de production.

Arthur Nicola

LA IV^e INTERNATIONALE COMME RÉPONSE À LA

La prise du pouvoir par Hitler, en janvier 1933, amena Trotsky à mettre à l'ordre du jour la création d'une nouvelle internationale, non seulement parce que la politique menée en Allemagne par la III^e Internationale avait démontré la faillite de la bureaucratie stalinienne, mais aussi parce que la victoire des nazis l'amenait à penser que la guerre était désormais inévitable.

Pour Trotsky, l'essor du fascisme ne pouvait déboucher que sur la guerre, dont il estimait qu'elle serait encore plus atroce que celle de 1914, mais aussi qu'elle ouvrirait des possibilités révolutionnaires, si le prolétariat pouvait disposer d'une direction capable de l'orienter correctement. C'est pourquoi le premier texte théorique que Trotsky rédigea pour la nouvelle internationale était une brochure consacrée à « la guerre et la IV^e Internationale », qu'il publia en juin 1934 en plusieurs langues pour expliquer que la guerre allait poser des questions d'orientation nouvelles.

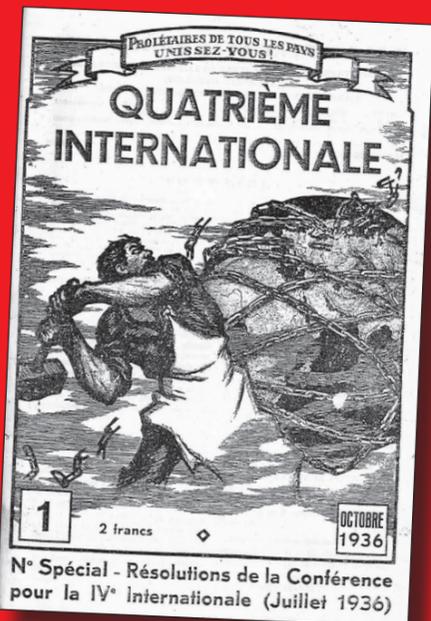
Contre le « défensisme national »

Bien évidemment, Trotsky s'inscrivait dans le rejet du « défensisme national », qui avait amené les sections de la II^e Internationale à se solidariser en 1914 avec leur bourgeoisie, en entrant dans les gouvernements d'« Union sacrée ». Trotsky voyait se renouveler cette même logique dans la



politique d'alliance des « démocraties » contre les fascismes que les gouvernements de front populaire mettaient en place avec la bénédiction de la II^e et de la III^e internationales. Pour Trotsky, cette position ne pouvait qu'amener le mouvement ouvrier à s'aligner, sous couvert de lutte antifasciste, sur les politiques des États impérialistes britannique et surtout français.

Tout en rejetant fermement les politiques de « défense nationale », Trotsky considérait que le « défaitisme révolutionnaire », qui avait été au cœur de la politique des bolcheviks pendant la Première Guerre mondiale, ne constituait désormais plus un mot d'ordre adapté à la situation. L'essor dans les pays de la périphérie des résistances au colonialisme et à l'impérialisme montrait que tous les nationalismes ne pouvaient être mis sur un pied d'égalité, ce qui amena Trotsky à appeler à soutenir l'État éthiopien envahi en 1935 par l'Italie, ou encore la République chinoise agressée en 1937 par le Japon. Ce même raisonnement le conduisit aussi à s'opposer à ceux qui renvoyaient dos-à-dos le gouvernement républicain espagnol et les franquistes : s'il considérait que le prolétariat devait maintenir son indépendance de classe, en refusant de se solidariser avec la bourgeoisie et donc à entrer dans le



ASSOCIATION-RADAR.ORG

LE CONGRÈS DE FONDATION

La séance plénière du congrès de fondation a eu lieu sur une seule journée, le 3 septembre 1938, dans le pavillon-grange appartenant à Alfred Rosmer, à Périgny dans la banlieue parisienne – bien que pour des raisons de sécurité il a été dit pendant un certain temps qu'il s'était tenu à Lausanne.

La nécessité d'une nouvelle internationale faisait la quasi-unanimité dans les rangs de l'Opposition internationale depuis 1933. Une « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale » est publiée, sur l'insistance de Trotsky, en 1935. Mais l'échec des tentatives de regroupement avec les organisations telles que le POUM ou le Bureau de Londres, et les difficultés des organisations bolchéviques-léninistes elles-mêmes ont été autant d'obstacles à sa proclamation à la Conférence pour la Quatrième Internationale en juillet 1936, avec également l'argument que cette nouvelle internationale manquait d'un parti de masse, et que la décision serait incomprise. Il faudra attendre la conférence de 1938 pour que le pas soit franchi.

Un congrès préparé depuis plusieurs mois

Pour Trotsky lui-même, « la tenue de cette conférence représente un grand succès. Une tendance révolutionnaire intransigeante, soumise à des persécutions que n'a sans doute jamais endurées aucune autre tendance politique, a de nouveau montré sa force. » Les délégués représentant les organisations de onze pays – États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Union soviétique, Italie, Brésil, Pologne, Belgique, Pays-Bas et Grèce – ont proclamé le « Parti mondial de la révolution socialiste ». Le compte-rendu du congrès cite comme affiliées les organisations des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Cuba, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Indochine, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Saint-Domingue, Suisse, Tchécoslovaquie, Union soviétique, Uruguay. Le congrès a été préparé, pendant plusieurs mois, par un travail en commission en amont, dans des conditions de répression sévère du mouvement, notamment les assassinats de Léon Sedov – fils de Trotsky – en février, et de Rudolf Klement, secrétaire du mouvement, en juillet. La mort de ce dernier, est-il expliqué dans le procès verbal, empêche la diffusion au Secrétariat international du rapport qu'il préparait, tous ses papiers ayant disparu au moment de son assassinat.

Adoption du « Programme de transition »

Néanmoins, dans son rapport introductif, Vilain (Le Français Pierre Naville) insiste sur les progrès réels au plan politique depuis la conférence de 1936, notamment par l'intervention politique des sections. Il cite comme événements marquants les procès de Moscou, les Fronts populaire en France et en Espagne ainsi que l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie et de la Chine par le Japon. Il souligne par contre que au niveau organisationnel le conseil général n'a pas pu fonctionner en raison de la dispersion géographique de ses membres et que le travail a



ASSOCIATION-RADAR.ORG

dû être assumé par le Secrétariat International.

Le texte le plus important présenté au congrès est celui de Trotsky, le *Programme de transition* (lire ci-contre). La discussion sur ce texte a été divisée en trois points : la question des syndicats, notamment des grèves avec occupation d'usine autour des amendements proposés par les Polonais, la question russe, notamment la caractérisation de la bureaucratie à partir d'un amendement des Américains,

et les questions de la guerre et de l'Espagne.

Le projet est adopté par 21 voix pour et un contre (celui d'Yvan Craipeau qui, après avoir continué à militer dans la clandestinité durant la guerre, quittera l'Internationale en 1948).

« Parti mondial de la révolution socialiste »

Le projet des statuts qui doit délimiter la Quatrième Internationale après les années du « mouvement pour la Quatrième

Internationale » et le débat sur l'opportunité ou non de la déclarer n'ont pas pu être préparés en raison de la disparition de Klement. Une esquisse est néanmoins discutée et adoptée, proclamant ainsi la fondation de la « IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste) ». Les délégués polonais ne sont pas d'accord avec cette proclamation de l'Internationale mais affirment leur loyauté et s'engagent à appliquer les décisions.

En plus de ces deux textes, le congrès discute d'une « Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient », d'un texte sur « Le rôle mondial de l'impérialisme américain », et d'une série de résolutions sur les situations particulières dans les différents pays, et notamment d'une résolution assez détaillée sur les tâches de la section française. Elle adresse également une lettre à Léon Trotsky, et fait un appel à l'organisation de la solidarité internationale et notamment avec la classe ouvrière espagnole.

La conférence fait également une déclaration sur la question de la jeunesse, affirmant que « seuls l'enthousiasme et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte. » Et de poursuivre : « Elle s'adresse à toutes nos organisations de jeunes, à toutes nos sections pour leur dire : on ne saurait gagner la jeunesse laborieuse à la IV^e Internationale qu'en parlant son langage, qu'en exprimant ses aspirations, qu'en lui donnant une organisation qui soit la sienne. » Une conférence des organisations jeunes rassemblant six pays est organisée le dimanche 11 septembre à Paris. *Penelope Duggan*

A GUERRE IMMINENTE

gouvernement républicain, il ne devait pas moins soutenir la lutte anti-franquiste.

Surtout, la question de l'URSS complexifiait beaucoup la donne. Pour Trotsky, il était essentiel d'apporter un « soutien inconditionnel » à l'Union soviétique, afin que le prolétariat ne perde pas le bénéfice de la révolution d'Octobre. Toutefois, la faillite de sa politique allemande avait amené Staline à rechercher l'alliance franco-britannique, ce qui amenait la III^e internationale à s'aligner sur l'un des principaux blocs impérialistes. Ces éléments imposaient une orientation quelque peu complexe, comme le montra Trotsky lorsqu'il répondit, à la commission Dewe qui lui demandait ce qu'il ferait au cas où l'URSS alliée à la France entrerait en guerre contre l'Allemagne, qu'il fallait développer une politique de sabotage de l'effort de guerre en Allemagne, tout en se contentant en France d'une propagande pour la révolution prolétarienne.

Après le pacte germano-soviétique

Ces questions d'orientation devinrent encore plus difficiles lorsque, quatre semaines seulement après la fondation le 3 septembre 1938 de la IV^e Internationale, les « démocraties » rompirent avec Staline pour conclure avec Hitler les accords

de Munich qui lui livraient les Sudètes. Trotsky comprit alors que la bureaucratie stalinienne allait rechercher l'alliance allemande, et ne fut pas surpris de la conclusion en août 1939 du pacte germano-soviétique qui déstabilisa les directions du mouvement ouvrier. Trotsky comprit aussi que l'effondrement des troupes alliées en juin 1940 rebattait les cartes, en soulignant que l'occupation nazie de l'Europe continentale créait une situation d'oppression qui allait nécessairement permettre le développement d'une légitime résistance prolétarienne, tout à la fois sociale et nationale. La complexité des contradictions qui s'exprimaient dans la guerre poussait ainsi d'évidents problèmes d'orientation à la nouvelle internationale comme à tout le mouvement ouvrier. Décapitée par l'assassinat, en août 1940, de Trotsky, la IV^e Internationale devait avoir d'autant plus de mal à y faire face que la guerre ne permettait plus à ses sections de continuer à correspondre. Alors qu'il était « minuit dans le siècle », elle ne fut ainsi pas en capacité de donner au prolétariat la direction révolutionnaire qui aurait été nécessaire pour transformer la guerre impérialiste en guerre de classe, selon le but que Trotsky avait originellement proposé à la IV^e Internationale. *Laurent Ripart*

LE PROGRAMME DE TRANSITION

En vue du congrès de fondation de la Quatrième Internationale en 1938, Léon Trotsky va rédiger un document essentiel : « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », connu comme « Programme de transition ».

La méthode transitoire

Comme tout texte politique, il a des limitations qui correspondent à un moment historique spécifique. La plus évidente est celle qui apparaît dans le titre même du document : la conviction que le capitalisme se trouve « agonisant », que les forces productives ont cessé de croître, que la bourgeoisie est déboussolée, et que la crise économique n'a pas d'issue. Cependant, Trotsky ne tombe pas dans le piège du « fatalisme optimiste » : il est parfaitement conscient que le capitalisme ne va jamais mourir de mort naturelle. L'avenir n'est pas décidé, ni déterminé par les « conditions objectives » : si le socialisme ne triomphe pas, l'humanité connaîtra une nouvelle et terrible guerre, et une catastrophe qui menace la civilisation humaine elle-même. Paroles prophétiques... Le marxisme de Trotsky attribue un rôle décisif au « facteur subjectif », à la conscience et l'action du sujet historique : « Tout dépend du prolétariat ».

Ce que le document a d'important, de génial même, c'est une certaine méthode d'intervention politique, ce qu'on pourrait appeler la méthode du programme de transition. Cette méthode, qui s'inspire de l'expérience de la Révolution d'Octobre et des luttes sociales des années 1920 et 1930, a comme point de départ la philosophie de la praxis de Marx, c'est-à-dire la compréhension que la conscience sociale des exploités, leur auto-transformation, leur capacité à devenir des sujets historiques, résultent avant tout de leur propre pratique, de leur propre expérience de la lutte et du conflit social.

Un pari rationnel

En rupture avec la vieille tradition sociale-démocrate de séparation entre un « programme minimum » réformiste et un « programme maximum » abstraitement socialiste, Trotsky proposait des revendications « transitoires » qui, partant du niveau de conscience réel des travailleurEs, de leurs exigences concrètes et immédiates, conduisait à un affrontement avec la logique du capitalisme, à un conflit avec les intérêts de la grande bourgeoisie. Par exemple : l'abolition du « secret commercial » – ou du « secret bancaire » – et le contrôle ouvrier des usines ; ou encore l'échelle mobile des salaires et l'échelle mobile des heures de travail, comme réponse au chômage ; ou alors l'expropriation des grandes banques et la nationalisation du crédit. Encore une fois, plus que telle ou telle revendication, ce qui est décisif dans ce document est la démarche dialectique, la « transition » de l'immédiat vers la contestation du système.

Ce qui inspire le « Programme de transition » de 1938 c'est, malgré les terribles défaites et les crises du mouvement ouvrier des années 1930, un pari rationnel sur la possibilité d'une issue révolutionnaire aux impasses du capitalisme, sur la capacité des travailleurEs de prendre conscience, par leur expérience pratique de lutte, de leurs intérêts fondamentaux ; bref, un pari sur la vocation des classes exploitées et des opprimés à sauver l'humanité de la catastrophe et de la barbarie. Ce pari n'a rien perdu de son actualité en ce début du 21^e siècle.

Michael Löwy

MCDONALD'S

De victoire en victoire

Dans la nouvelle manche du combat qui oppose depuis plusieurs mois les David des quartiers nord de Marseille au Goliath de la restauration rapide, c'est la multinationale qui vient de mordre la poussière.

La justice a annulé, le 7 septembre dernier, la cession du restaurant McDonald's de Saint-Barthélémy à un obscur repreneur dont la vraie feuille de route était de liquider ce bastion syndical.



Des luttes qui forcent l'admiration

Les 77 salariéEs du site peuvent respirer et appuyer davantage leurs collègues des cinq autres restaurants, dont le changement de franchiseur est pour le moment validé par le juge dans l'attente d'un nouveau recours. Dans le même temps, on apprenait que la ministre du Travail n'a pas donné suite au recours formé par McDonald's France suite au refus de transfert des salariéEs protégés du restaurant parisien des Champs-Élysées (voir *L'Anticapitaliste* n°418).

En effet, cette demande a d'abord été refusée par l'inspection du travail en décembre 2017, après que celle-ci a démontré que la compagnie avait passé ce restaurant en franchise à la seule fin de se débarrasser des éluEs CFDT et Sud qui y travaillent. Sans doute que Mme Pénicaud, suite aux réactions provoquées par l'autorisation de licenciement de notre camarade Gaël Quirante en mars dernier, ne voulait pas prendre à nouveau une décision en faveur d'un employeur renommé, et ce à l'encontre de l'avis de ses services...

Constitution d'un vaste front social et politique, droit à l'emploi, remise en cause du droit de propriété et auto-organisation des salariéEs: ces deux luttes forcent non seulement l'admiration mais portent des valeurs que nous, anticapitalistes, ne pouvons que partager!

LD

DROITS SOCIAUX **Lourdes menaces sur l'assurance chômage**

Le Journal officiel a publié, le 6 septembre 2018, la loi sur l'apprentissage et le chômage, intitulée « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Il s'agit, « après les ordonnances réformant le Code du travail, de la deuxième pierre de la rénovation du modèle social », selon Muriel Pénicaud, la ministre du Travail. Mais Macron a estimé que cette loi ne permettait pas d'atteindre pleinement son objectif de démolition des acquis sociaux. La ministre a donc annoncé qu'il était nécessaire d'aller plus loin « car le texte ne prévoit pas une réforme systémique de l'assurance-chômage ». Une nouvelle loi est donc en cours d'élaboration.

La première loi est issue de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 22 février 2018, signé par tous les syndicats « représentatifs », sauf la CGT. Les décrets d'application devraient être publiés d'ici la fin de l'année. Des millions de sans-emplois seront concernés: au deuxième trimestre 2018, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi (toutes catégories) s'établissait à 5 627 900. La moitié d'entre elles ne bénéficie pas des indemnités.

Fiscalisation du financement sans la contrepartie promise

Depuis le 1^{er} janvier 2018, il n'y a plus de cotisation salariale maladie et la part salariale (0,95%) de la cotisation chômage sera à son tour supprimée le 1^{er} octobre. Macron justifiait cette fiscalisation par sa promesse d'universaliser l'indemnisation du chômage, c'est-à-dire de permettre à toutes les salariéEs d'emplois, qu'ils et elles soient indépendantEs, agriculteurEs ou salariéEs démissionnaires, d'en bénéficier. En réalité, sur près de 3 millions d'indépendantEs, moins de 30 000 en bénéficieront. L'estimation du nombre de salariéEs démissionnaires est de 400 000 chaque année, mais ils et elles seront entre 20 000 ou 30 000 à toucher l'indemnité de 800 euros, et ce au maximum pendant six mois. Le gouvernement se serait rendu compte que cette mesure coûteuse était en contradiction avec sa volonté d'une baisse drastique du financement de toutes les allocations sociales; il a donc mis des

conditions draconiennes pour limiter considérablement la portée de cette promesse électorale.

Étatisation de l'UNEDIC et filage

La gestion étatique était aussi présentée comme une contrepartie à l'extension de la couverture à toute la population active. Elle permettra seulement au gouvernement de renforcer son contrôle. Il sera encore moins possible de prendre des décisions importantes sans l'aval du gouvernement, il n'y aura plus de débat avec les syndicats ni de minimum de contrôle. Alors que Pôle emploi manque de moyens pour accueillir et accompagner les chômeurEs, 800 agentEs vont être affectés d'ici 2020 à leur contrôle tandis que 4 000 emplois (10% des postes) seront supprimés. Il y aura plus de radiation pour « recherche insuffisante », « l'offre raisonnable d'emploi » va être redéfinie, les

critères « raisonnables » seront définis entre le ou la demandeurE d'emploi et son conseiller référent, et il ne sera effectivement plus possible de refuser un emploi plus d'une fois.

Une deuxième loi pour « réduire la dette » et changer de fond en comble le système

Devant les parlementaires réunis en congrès, Macron a demandé que la loi qui était en cours de débat à l'Assemblée soit modifiée. Le document de cadrage qui indiquera les grandes lignes de la réforme sera remis aux syndicats « autour du 20 septembre ». La ministre insiste particulièrement sur la nécessité de réduire l'endettement de l'UNEDIC: « le débat portera sur le niveau et la rapidité de ce désendettement [...] ». Nous allons discuter avec les partenaires sociaux des voies et moyens de le faire ». Elle invite donc les dirigeants des confédérations à débattre des moyens de diminuer les indemnités chômage, leur durée, leur montant, leur plafond...

« Le document de cadrage des négociations devra envisager de nouvelles modalités d'indemnisation du chômage afin de revoir

l'articulation entre assurance et solidarité, le cas échéant par la création d'une allocation chômage de longue durée. » L'assurance sociale (Sécu, Pôle emploi) transforme des risques individuels (maladie, chômage...) en risques collectifs, en distribuant des prestations lorsque le risque survient aux personnes ou aux familles qui ont versé la part socialisée de leur salaire (la cotisation sociale) à l'URSSAF. La solidarité nationale, ou assistance, est un secours public qui répond à une logique différente, par exemple le RSA versé à des personnes ne disposant pas d'un minimum de revenus, indépendamment de toute cotisation. L'indemnisation financée par un impôt (CSG, TVA...) est forfaitaire, la somme versée aux demandeurEs d'emploi n'est alors plus proportionnelle au salaire, les plus pauvres ont droit à un niveau minimal de prestations tandis que ceux qui ont les moyens souscrivent à des assurances privées. L'allocation chômage de longue durée pourrait inaugurer ce dispositif destiné à s'étendre à toutes les prestations de Pôle emploi et de la Sécurité sociale.

S. Bernard



LA POSTE Solidarité financière avec les postierEs grévistes du 92!

Cent cinquante postierEs sont en grève reconductible depuis le 26 mars dans les Hauts-de-Seine (92). Après le licenciement de Gaël Quirante, les poursuites au tribunal pour l'empêcher d'entrer dans les centres, les interventions des CRS, de la BAC, ce sont les paies à 0 euro pour l'ensemble des grévistes (une première à La Poste)... Et pourtant, la grève tient!

Les raisons de la colère sont nombreuses. À l'heure où la direction de La Poste cherche à passer en force pour faire toujours plus de profit sur le dos des postiers, dans le 92 les collègues ont décidé de relever la tête et de dire non aux suppressions d'emploi, aux réorganisations, à la précarité et à ces fermetures de bureaux qui minent le service public postal.

Il faut continuer à verser à la caisse de grève! Et il y a aussi le très beau calendrier



H. Cuck

2019 édité par les grévistes, dédié par de nombreuses personnalités (Ken Loach, Emma, Stéphane Brizé, Assa Traoré...) qu'on peut se procurer auprès des camarades et diffuser partout autour de nous.

Pour verser à la caisse de grève: <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfl66>
Chèques à l'ordre de Sud Poste 92:
51, rue Jean-Bonal 92250 La-Garenne-Colombe, mention « solidarité grévistes » au dos.
Même adresse pour commander des calendriers: 10 euros, 15 euros prix de soutien... ou plus!

FORD BLANQUEFORT

« Créer la surprise, c'est notre projet »

Depuis le lancement de la procédure PSE, le 26 juin dernier, nous sommes face à un compte à rebours terrible. Les dernières réunions auront lieu le 20 novembre. Donc nous n'avons même pas 3 mois pour réaliser un nouvel exploit qui consiste à sauver des centaines d'emplois. Nous avons une dizaine de semaines seulement pour trouver la « clé » pour la transformation du climat dans l'usine.

Alors que Ford déroule son plan sans problème, largement aidé, il faut le dire, par des pouvoirs publics soumis et complices, pour nous la question est bien de créer la surprise, laquelle ne peut venir que

de notre capacité à agir et à bousculer le calendrier en place. L'enjeu, c'est qu'avec une bonne partie des collègues, nous trouvons la confiance, la légitimité, la force de relever la tête collectivement pour défendre notre avenir.

RÉPRESSION**Retour sur le scandale de l'affaire Tefal**

Le 5 septembre, la Cour de cassation examinait le pourvoi d'une inspectrice du travail aux prises avec l'entreprise Tefal.

En 2013, l'inspectrice du travail en charge du contrôle de l'entreprise Tefal à Anancy reçoit des menaces à peine voilées du directeur départemental, qui l'enjoint de revoir ses méthodes de contrôle au sein de cette société, gros employeur du département. Quelque temps après, l'inspectrice reçoit des documents d'une source anonyme qui l'informe que Tefal, associée au Medef local et les services de la DCRI, a cherché à se débarrasser d'elle, jugée gênante à leur yeux. Elle comprend alors mieux les pressions de sa hiérarchie et saisit le ministère du Travail et la justice. L'affaire fuite dans la presse, le scandale de la collusion patronat-administration du travail éclate au grand jour.

Caricature de justice de classe

C'est alors que Tefal riposte en 2015, en portant plainte contre

l'inspectrice et la source identifiée comme étant un salarié de l'entreprise, pour violation du secret professionnel et recel de documents volés. Son crime ? Avoir étayé sa défense en communiquant ces documents très compromettants. Au cours de deux procès successifs, lesquels ont révélé la haine de classe de certains juges et du procureur de la République à l'origine des poursuites, l'inspectrice et le salarié lanceur d'alerte sont condamnés tandis que Tefal ne sera jamais inquiétée pour ses agissements. Une caricature de justice de classe...

Mais l'affaire n'est pas terminée. Le 5 septembre, la Cour de cassation devait examiner le pourvoi de l'inspectrice, soutenue par près de 200 personnes qui se sont rassemblées à l'appel des syndicats CGT, CNT, FO, FSU et SUD du ministère du Travail. À l'audience, le rapporteur public et l'avocat général vont dans le



même sens : il faut rejurer l'affaire au regard du nouveau statut de lanceur d'alerte créé fin 2016. Le délibéré sera rendu le 17 octobre prochain. Lors du rassemblement, la parole a été donnée aux confédérations Solidaires, CNT et CGT, aux syndicalistes ayant dénoncé des actes de collusion entre leur administration et le patronat, à des lanceurEs d'alerte et des personnalités politiques et publiques.

Répression contre tous les contre-pouvoirs

Au-delà de la reconnaissance du statut de lanceurE d'alerte,

l'enjeu de ce procès est le rappel de l'inviolabilité du principe d'indépendance de l'inspection du travail à l'égard de toute pression extérieure. Ce verdict judiciaire est donc particulièrement important. L'affaire Tefal a été l'élément accélérateur d'une politique de répression et de mise au pas sans précédent de l'inspection du travail. Ce phénomène n'est pas isolé. La répression touche tous les contre-pouvoirs du patronat : les éluEs et militantEs sont poursuivis en justice pour une chemise arrachée ou un envahissement, la loi sur le secret des affaires menace de pénaliser tout travail journalistique dérangeant, etc. Alors, pour lutter contre la criminalisation de l'action syndicale, la mise en cause des lanceurEs d'alerte ou de médecins du travail et d'agentEs de l'inspection du travail, la construction d'un rapport de forces des travailleurEs est plus que jamais indispensable pour dénoncer et lutter contre les collusions du patronat, de la justice de classe et de représentants de l'État.

Comité NPA Inspection du travail

HARCÈLEMENT Pôle emploi met en danger ses salariéEs

On l'a appris sur France Info le 4 septembre : Pôle emploi est visé par une information judiciaire pour « harcèlement moral, mise en danger délibérée de la personne d'autrui, non-assistance à personne en danger, homicide involontaire et conditions de travail contraires à la dignité de la personne ». L'occasion pour France Info de lancer une enquête auprès des salariéEs du pôle public.

Cette enquête remet au grand jour le vécu quotidien des agents de Pôle emploi. Une série de suicides ou de tentatives avait déjà eu lieu dans les mois suivant la fusion entre l'ANPE et les Asse-dic, tant les salariéEs avaient été bousculés et méprisés. Dans un contexte de recherche permanente d'économies dans un métier fondé sur les relations avec le public, le mal-être et ses conséquences dramatiques sont inévitables.

Pressions et mal-être

La dégradation des conditions de travail inclut un flicage accru des conseillerEs, avec ce que la direction appelle les ORS (« observations de la relation de service ») qui consistent à normaliser un travail qui par nature ne peut l'être. La Direction



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

générale a décrété que ces observations étaient obligatoires, mettant ainsi la pression sur les agentEs. Résultat : des convocations par la hiérarchie et une tentative de suicide à Poitiers le jour même

d'une convocation à la direction régionale.

Autre situation : depuis la fermeture des agences l'après-midi, les agentEs se retrouvent à jouer les portierEs, en filtrant, via un interphone, les personnes qui ont rendez-vous et les autres... Ce n'est pas pour ça qu'ils ont été recrutés ! Et ce rôle est insupportable pour celles et ceux pour qui un service public doit être ouvert à touTEs sans restriction.

Augmentation de la charge de travail

Pour couvrir cette politique, la direction brandit la QVT (qualité de vie au travail) à toutes les sauces, avec force pseudo-concertations et « co-construction ». Des mots creux au service d'un seul objectif : faire adhérer les salariéEs aux objectifs de

la hiérarchie ! Tout en continuant à dégrader les conditions de travail... La charge de travail ne cesse d'augmenter : plan gouvernemental sur la formation (PIC, « plan investissement compétences », décidé par le gouvernement, 15 milliards d'euros pour former 1 million de chômeurEs et 1 million de jeunes), nouvelle convention assurance-chômage avec extension (limitée certes) aux démissionnaires et aux indépendantEs... Et c'est dans ce contexte que la ministre Pénicaud ose affirmer que les agentEs sont trop nombreux en annonçant des suppressions de postes (4000 est un chiffre qui circule) dans le prochain projet de loi de finances.

Cela ne fait aucun doute : le 9 octobre, les agentEs de Pôle emploi seront en grève et dans la rue !

Correspondant

TRANSPORTS PUBLICS**La ville de Dunkerque passe à la gratuité**

Dunkerque, est depuis le 1^{er} septembre, la plus grande agglomération de France (200 000 habitantEs, 17 communes) à proposer la gratuité sur l'ensemble de son réseau de transport public. Après deux ans d'étude et d'expérimentation, notamment les week-ends, la promesse électorale du maire Patrice Vergriete (divers gauche) a été concrétisée.

Le réseau a été modernisé et amélioré (+ 30 % de bus). Les premiers tests de gratuité les week-ends étaient prometteurs, avec + 30 % le samedi et + 78 % le dimanche, - 50 % pour les « incivilités », avec le retour de nouveaux publics dans les transports en commun : les plus précaires et les plus isolés, les familles et les jeunes. L'enjeu majeur était de revaloriser ce mode de transport, de changer son image en relookant le parc de bus, en simplifiant son accès par la gratuité. Il était important aussi, par l'universalité d'accès, de déstigmatiser les personnes les plus modestes, obligées de faire des dossiers pour obtenir des réductions.



NPA

Un contexte favorable à la gratuité

Il est clair que l'expérience dunkerquoise va aider le mouvement en faveur de la gratuité, notamment face aux détracteurs qui affirment que la gratuité ne peut fonctionner que dans de petites villes. Plusieurs agglomérations se disent inspirées par les expériences de gratuité et lancent des expérimentations ; d'autres, comme Paris ou Berlin, envisagent des études de faisabilité.

L'urgence climatique, sanitaire et sociale est là. La revendication de la gratuité est un levier politique majeur pour s'adresser largement à la population et pour faire avancer nos idées sur le terrain du non marchand, d'un communisme concret qui passe par la mise à disposition de tous et toutes de services vitaux, en dehors du marché.

Le mouvement par en bas reste à construire au plan national pour imposer cette revendication. Des collectifs existent (Nancy, Rouen, Lille, Grenoble, Aubagne) mais leur nombre reste insuffisant. Une première rencontre nationale s'était tenue à Fontaine en Isère en 2017 avec la constitution d'un réseau. Un site national vient d'être impulsé

Le NPA entend être une force politique motrice dans cette dynamique. C'est le moment.

Michel Szempruch

Informations sur <http://reseau-gratuite-transport.org>.

Se dépêtrer du « chacun pour soi »

Pour commencer il faut arriver à se dépêtrer du « chacun pour soi » cultivé par le PSE, cet outil efficace pour tout individualiser, pour diviser et éclater le collectif de travail. Entre les anciens qui ne voient pas d'un mauvais œil la possibilité de partir en préretraite (normal), les plus jeunes qui pensent avoir les compétences pour trouver du travail ailleurs (illusoire ?), ou encore les autres qui préféreraient garder leur emploi actuel (irréaliste ?), comment fait-on pour faire converger ce qui peut sembler être des intérêts divergents ? Ça paraît pourtant simple : si nous étions toutes et tous uniEs, nous constituerions une force qui se ferait craindre. Si nous étions solidaires, nous défendrions l'intérêt commun, à la fois les emplois directs et induits, comme la possibilité

pour les plus anciens de partir dans les meilleures conditions. C'est évident que le rapport de forces ne serait pas le même, que cela réduirait la marge de manœuvre de Ford comme cela mettrait l'État sous pression, le poussant à agir beaucoup plus qu'il ne le fait aujourd'hui.

Construire une mobilisation dans et hors de l'usine

C'est toujours une histoire de rapport de forces, lequel, c'est clair, ne nous est pas favorable pour le moment. Mais que nous cherchons quand même à changer. Car à quoi bon se morfondre ? Alors c'est vrai, nous agissons par volontarisme, nous poussons comme nous pouvons, nous discutons avec les autres syndicats, avec les collègues, nous essayons de convaincre et d'entraîner.

Nous proposons des initiatives comme la manifestation unitaire du 22 septembre à Bordeaux, un rassemblement avec débrayage devant l'usine quelques jours avant, une journée d'action commune en octobre sur plusieurs sites de Ford en Europe, en lien avec des camarades allemands et belges. L'idée reste de construire une mobilisation dans et hors de l'usine. Même si la combativité est très faible aujourd'hui, nous savons que de nombreux collègues sont réceptifs, sensibles à ce que nous faisons. Nous voyons bien qu'à côté de la résignation, il y a aussi de l'écœurement et une colère contenue. Nous sommes persuadés qu'à un moment, cela peut exploser et que des choses importantes peuvent se passer. Nous comptons là-dessus, alors il y a aucune raison de lâcher prise.

Philippe Poutou



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Les Nôtres**J. Claude est parti**

Géomètre au cadastre (finances publiques), arrivé à Marseille en 1989, J. Claude a d'abord été militant CFDT (membre de la CE départementale 13). Il a quitté comme beaucoup d'autres en 2003 et adhère rapidement à la CGT où il s'investit pleinement (CE départementale Finances, membre du bureau et du «Collectif Sud» Marseille). Retraité en 2016, il a aussitôt milité à l'UFR (retraités CGT), où il continuait à apporter ses analyses politiques et syndicales. Lutter lui était familier depuis sa jeunesse dans le Lot. En 1980 déjà, il participait au journal *Causse toujours* et à l'Association «Expression Populaire Quercynoise», qui dénonçait les maux de cette société dans laquelle rien ne s'est amélioré depuis.

Proche de la LCR, il participe dès 2008 à la fondation du NPA sur Marseille, dont il a été membre du comité départemental de 2009 à 2011.

Depuis 2009 et jusqu'à aujourd'hui, il a milité au comité Marseille 10-11-12*, comme il l'a fait partout, avec efficacité, discrétion et sens profond de l'humain; qualités qu'appréciaient ses camarades anciens ou nouveaux.

Il était de tous les combats: diff' de tracts, collages, tournées de recherche de parrainages pour la présidentielle, réunions unitaires... Mais aussi de tous les combats syndicaux: congrès, mobilisations, occupations, en particulier de centres des impôts au petit matin.

Ses interventions et rapports politiques étaient des modèles de clarté et de concision. Les membres de son comité se souviennent de son excellent exposé «Fiscalité et politique de classe».

Nombre de camarades du NPA 13 se souviennent aussi de l'avoir vu dans bien des manifs, immortalisant les mobilisations avec son fidèle appareil photo.

En mai 2018, il avait accepté de prendre en charge la trésorerie départementale du parti.

Mais J. Claude était aussi le meilleur des copains. Il était bon vivant... Beaucoup se souviennent des bons petits plats qu'il savait aussi bien préparer que ses rapports, agrémentés de Cahors, le vin de son pays natal. Il était fêtard... Nous gardons l'image de sa désopilante imitation d'Angus Young (AC/DC). Il était curieux de tout, passionné de cinéma... Retraité, il voulait faire un long voyage, jusqu'en Chine peut-être.

La maladie en a décidé autrement. Il est parti mi-août, à 65 ans, pour son dernier voyage, au moment des grands départs... En nous laissant sans doute ce message: «Pendant mon absence, continuez le combat».

Message reçu camarade. On lâche rien! Mais tes camarades du comité Marseille 10-11-12* n'apprécient pas du tout ta «mauvaise blague».

Et tes vieux copains et copines de Cahors trouvent qu'en 50 ans d'amitié, c'est la première fois que tu leur fais une crasse. Eux non plus n'aiment vraiment pas!

Nos pensées vont vers tes enfants, ton petit-fils et celles et ceux qui t'ont aimé.

**Bernard Lebris, dit «Murcia»**

À la Ligue on l'appelait Murcia. Bernard Lebris est décédé le 17 juin à Caen, à 76 ans. Bernard fut à l'origine d'une des rares expressions de soutien de soldats aux mobilisations de Mai 1968, au 153^e RIMCA de Putzig. Par la suite, alors que la Ligue était surtout implantée en milieu étudiant et lycéen «classique», il fut un précurseur en préconisant le militantisme au sein des CET et lycées professionnels.

Yves Salesse, leader étudiant à Caen en 1968, a connu Bernard au moment où était fondée la Jeunesse communiste révolutionnaire: «Il était l'un des responsables, et plus pour moi: une figure. Sa pensée était radicale, parce qu'était radicale son opposition au monde.» En 1968, il fait son armée. Il crée avec d'autres, à Mutzig, un comité de soldats.

Revenu à Caen, il devient permanent de la Ligue mais il se heurte à des conflits internes au sein du mouvement. Il s'investit à fond dans une lutte ouvrière de Caron Imprimerie et aide à sortir un journal alternatif. Toute sa vie, il fera des petits boulots, y compris chez les dockers.

Il aidera sa compagne Anne Scherer dans les luttes dans le secteur social et de la Santé.

Jean-Louis Cardé, autre militant en 1968 dans la gauche du PSU, raconte: «Nous avons mené ensemble les combats du Front universitaire antifasciste dont nous avons créé à Malherbe (lycée de Caen) une section en cette fin de guerre d'Algérie où l'OAS frappait fort... C'est à cette époque qu'il m'avait confié les poèmes qu'il composait un peu dans la veine de ceux d'Aragon et d'Éluard».

Bernard n'était plus dans une organisation mais restait abonné au journal du NPA. Il avait aussi une autre volonté: il aimait tout que tout sa Bretagne. C'est donc logiquement que son drapeau a été incinéré en même temps que son cercueil.

Jean-Louis Cardé conclut: «Il restera à mes yeux un exemple de fidélité au sens qu'il donnait à sa vie et à la vie et, s'il est parti, il n'a pas disparu. Il restera dans ma mémoire comme un personnage marquant, attachant, et finalement unique.»

PCF: le temps du renouveau?

La fête de l'Humanité constitue, malgré son caractère commercial chaque année un peu plus prononcé, un temps fort de la rentrée politique.

Le dernier, la polémique était de savoir si Mélenchon s'y rendrait. Cette année, la fête sera inévitablement la caisse de résonance des débats qui agitent la gauche. Ces débats, que nous abordons régulièrement, concernent la façon de s'opposer à Macron, la réponse à la crise européenne, la question du combat pour les migrantEs.

Des formules radicales, mais...

Sur tous ces points, le PCF souhaite montrer sa spécificité, s'appuyer sur la dérive de Mélenchon et de la FI pour se reconstruire. Sur la riposte face au gouvernement, son positionnement est nettement plus unitaire: il a encouragé la politique que nous avons eue au printemps dernier, qui a entre autres abouti à la manifestation du 26 mai. Un positionnement adopté tant pour construire la mobilisation que... pour mettre en difficulté la FI. Sur la question des migrantEs, il est revenu des positions nationalistes traditionnelles du PCF pour aller vers une position beaucoup plus ouverte: «*Quand les migrants s'installent, ils deviennent des travailleurs et producteurs de richesses. Ce ne sont pas les migrants qui s'accaparent les richesses, mais les prédateurs de la finance, ceux des paradis fiscaux ou des multinationales, dont les profits explosent*» (Pierre Laurent, cité par Pierre Jacquemain, regards.fr).

DEMANDEZ LE PROGRAMME

Les 14/15/16 septembre à la fête de l'Huma
AU STAND DU NPA, AVENUE LOUISE-MICHEL

SAMEDI 12 H: Rencontre et signature avec **Emma**, blogueuse, autrice de BD et féministe

SAMEDI 14 H: Forum des luttes et des solidarités avec des salariéEs de Ford, des postierEs du 92, des migrantEs, des cheminotEs, des étudiantEs contre la sélection...

SAMEDI 15 H 30: Rencontre-signature avec **Olivier Besancenot** autour du livre «*La Journée de travail et le règne de la liberté*» (Fayard, 2018)

SAMEDI 16 H: Prises de parole de **Philippe Poutou** et **Olivier Besancenot**, porte-parole du NPA

SAMEDI 18 H: Rencontre-signature avec **Monique Pinçon-Charlot** et **Michel Pinçon** autour du livre *Riches au tribunal* (Seuil Delcourt, 2018)

VENREDI ET SAMEDI 22 H:
Marx, Engels, Lénine et Beyoncé
Soirée animée par **Tarik**

ET AUSSI: SAMEDI 15 SEPTEMBRE À 17 H sur le stand de l'UD CGT 13 et de la fédération nationale des industries chimiques CGT: «*Quelle action syndicale et politique pour changer de société?*», débat auquel participera **Olivier Besancenot**

Mais il ne met néanmoins pas en avant les mesures nécessaires: pour l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation. Concernant l'Union européenne, de façon un peu similaire, le

positionnement du PCF semble proche du nôtre: «*La politique de Macron et celle de l'Union européenne sont sœurs jumelles. Combattre l'une, c'est combattre l'autre et réciproquement*» (Pierre Laurent, discours à

l'université d'été du PCF 2018). Mais finalement, on ne trouve pas de mesure radicale, comme la rupture avec les institutions et traités de l'UE, la réquisition des banques, etc. Le PCF semble toujours posséder cette faculté d'avancer des formules radicales mais sans en tirer les conséquences concrètes et pratiques, en restant focalisé sur des préoccupations institutionnelles.

Vers la révolution?

Concernant son prochain congrès, Pierre Laurent parle de «*réinvention, de révolution, de congrès extraordinaire*», et de «*la reconstruction de [sa] présence à l'élection présidentielle*». Mais on voit mal comment le PCF pourrait ouvrir une nouvelle dynamique sans remettre en cause les fondements de son institutionnalisation depuis des dizaines d'années: les alliances électorales avec le PS, la perte de son indépendance par son appui sur des dizaines de milliers d'éluEs dans les institutions ou par le biais des syndicats.

Sa campagne européenne, avec Ian Brossat comme tête de liste, est supposée incarner le renouveau du PCF... alors que Ian Brossat est justement élu à la mairie de Paris dans la majorité où siègent militantEs du PCF, de Génération-s, du PS... et macronistes.

À la fête, le PCF invite d'ailleurs, pour discuter des retraites et de fiscalité... des députés LREM!

Le NPA sera présent à la fête pour affirmer, avec des salariéEs de Ford, de La Poste, des cheminotEs, des migrantEs et ses porte-parole Olivier Besancenot et Philippe Poutou, sa volonté d'une riposte unitaire face à Macron, mais aussi la nécessité de promouvoir l'indépendance de classe, la construction de luttes qui vont jusqu'au bout pour renverser le capitalisme.

Antoine Larrache

Souscription du NPA**Une voix anticapitaliste contre Macron et l'Europe-forteresse**

La campagne des européennes a commencé, un an à l'avance, de la pire des manières: par les déclarations les plus désastreuses sur l'immigration. Il est temps que commence à se faire entendre une voix alternative sur les questions européennes. C'est pour que cette voix s'exprime, dès aujourd'hui et lors des élections européennes, que le NPA a lancé une grande souscription.

Les médias relaient les convergences entre Macron et Merkel sur les élections européennes en centrant la question sur leur opposition tant à l'immigration qu'aux «populismes». Leur position est délicate, car les gouvernements des deux principales puissances européennes ont de plus en plus de difficultés à tenir le pouvoir, sous la menace des difficultés économiques et de l'illégitimité de leur politique, et sous la pression de l'extrême droite. Elles doivent donc jongler entre leur propre politique de contrôle sur l'immigration et la nécessité de contenir les droites extrêmes.

La gauche radicale, à l'échelle européenne, est elle aussi en train de dériver sur cette question, avec les déclarations de Sahra Wagenknecht, la co-présidente du groupe parlementaire de Die Linke, et celles de Mélenchon comme «*Il faut trouver une solution pour que les gens puissent rester vivre chez*



eux», «*Moi je soupçonne les macronistes de vouloir faire l'Europe en défaisant la France*» ou «*Honte à ceux qui organisent l'immigration par les traités de libre-échange et qui l'utilisent ensuite pour faire pression sur les salariéEs*» (voir page 4).

Sur cette question, il est temps qu'apparaisse une voix alternative, qui défende entre autres la liberté de circulation et d'installation, une citoyenneté de résidence qui garantisse une égalité complète.

Les politiques libérales n'ont pas de frontières

Si les capitalistes érigent des barrières contre les peuples, en revanche ils s'organisent de façon internationale pour casser les droits sociaux. Les attaques contre les étudiantEs, avec Parcoursup, et les cheminotEs, avec la réforme ferroviaire, sont symptomatiques, car ces contre-réformes, si elles sont décidées par le gouvernement national, sont le fruit d'accords internationaux entre les États.

Dans les classes populaires, cela conduit parfois à croire que c'est l'Europe qui est la cause de ces reculs sociaux. À nous de montrer que, comme sur l'immigration, l'Union européenne est le cadre dont se dotent les bourgeoisies nationales

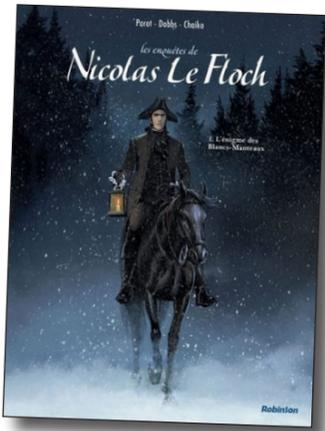
pour organiser l'offensive, et que notre volonté de rupture avec les institutions de l'UE est en même temps une bataille contre notre gouvernement national.

Développer une voix alternative, vite!

Voilà le discours que nous voulons commencer à déployer. Car, autour de ces deux questions, sur les cendres de la gauche mais aussi sur l'échec programmé de Macron, une recomposition politique s'organise. Il nous semble que, face aux partis bourgeois et face à une partie de la gauche qui flatte les préjugés nationalistes, une voix anticapitaliste de rupture avec les institutions, une voix internationaliste et pour la construction des luttes, doit être présente. C'est parce que, malgré nos divergences, des convergences importantes sur ces questions existent avec Lutte ouvrière que nous leur avons proposé de tenter de construire des listes communes. Une rencontre avec LO aura d'ailleurs lieu la semaine prochaine pour poursuivre nos discussions. En attendant, quel que soit le résultat de ces discussions, une étape fondamentale est notre souscription: «*Une voix anticapitaliste contre Macron et l'Europe-forteresse*»!

Dons en ligne: souscription.npa2009.org

Bande dessinée



Les Enquêtes de Nicolas Le Floch

Tome 1: L'Énigme des Blancs-Manteaux. Parot-Dobbs-Chaïko, éditions Robinson.

Entretien. Jean-François Parot, le créateur des enquêtes policières de Nicolas Le Floch, qui se déroulent dans le Paris pré-révolutionnaire (1762 à 1780), est décédé en mai dernier. Il avait donné, quelques mois auparavant, son accord pour une adaptation de son œuvre en BD chez Robinson, le label BD d'Hachette. C'est le scénariste Dobbs et le dessinateur chinois Chaïko qui ont relevé le challenge. Le premier tome, l'Énigme des Blancs-Manteaux, est sorti le 22 août, et connaît un franc succès. Dobbs a bien voulu répondre à nos questions avant une séance de dédicaces à Paris.

Pour rapidement faire connaissance, peux-tu nous résumer ton parcours depuis la fac de Montpellier où tu enseignais l'histoire du cinéma ?

Effectivement, j'ai fait plus de 15 ans d'enseignement sur l'histoire du cinéma, le découpage et les effets spéciaux. Je me suis spécialisé sur les « méchants » dans la culture populaire. Bénévole dans plusieurs festivals de BD, j'ai été contacté par le Journal de Mickey pour de courtes histoires, puis par les éditions du Soleil, où j'ai réalisé plusieurs albums se déroulant au 19^e siècle ou ayant trait au fantastique. Déjà en tandem avec le dessinateur Chaïko, nous avons tout de suite accepté l'adaptation de Nicolas Le Floch.

Jean-François Parot a écrit quinze Nicolas Le Floch, comptes-tu tous les adapter ?

Ce n'est pas le contrat initial avec l'éditeur. J'ai quand même deux ou trois scénarios en préparation à partir des principales étapes de la carrière de Nicolas Le Floch sous Louis XV puis Louis XVI. Tout dépendra du succès de cet album.

Nicolas Le Floch est commissaire de police au Châtelet tandis que la révolte populaire commence à poindre. Comment as-tu procédé pour rendre cette atmosphère dans la BD ?

J'ai d'abord été beaucoup aidé par Parot lui-même, qui a été très précis dans ses descriptions de la société et des personnages, qu'ils soient du peuple ou de la cour. Ensuite Nicolas

fait son apprentissage de la rue comme de la cour et les ambiances, les rituels, les odeurs doivent être transcrit(e)s. L'adaptation télé est très intéressante à ce propos, mais nous avons aussi visionné des films sur l'époque et bossé sur des documents. De Boudeau, l'inspecteur venu du peuple, à Sartine, le noble ambitieux dans une cour en crise, le panorama est complet.

Tu livres à ton dessinateur un script très complet avec un découpage case par case, n'est-ce pas un frein à la possibilité d'éclater les images ?

Non, parce que nous sommes dans une collaboration en temps réel grâce à internet (Chaïko a son atelier à Shangai), et puis ma méthode de découpage vient du cinéma. Ce

n'est donc pas un carcan pour les dessins, d'autant plus que pour cet ouvrage, nous n'avions pas de limitation de pages et avons pu nous exprimer sur 64 pages. La densité créée par le script autorise plus de liberté en fait. Ainsi l'adaptation du roman de Zola, *la Bête humaine*, a nécessité 90 pages.

Un dernier mot ?

Deux. Ne pas oublier l'importance du coloriage, et aussi que la police de Louis XV, c'est le début de l'industrialisation des codes (cryptographie), de la réalisation et du croisement de fiches sur les gens, avec déjà le problème de la finalité et du contrôle.

Introduction et interview réalisées par Sylvain Chardon

Essai

Le premier âge du capitalisme, d'Alain Bihr

Tome 1: L'Expansion européenne. Éditions Syllepse-Page 2, 30 euros.

Pourquoi le capitalisme s'est-il développé en Europe et non pas en Asie ? En effet, la Chine, voire le Japon, des 14^e et 15^e siècles, possédaient certaines des caractéristiques communément citées parmi les atouts de l'Europe à la même époque, et considérées comme le substrat de son développement et avaient un niveau technologique égal, voire supérieur.

Du féodalisme au capitalisme

Dans *la Préhistoire du capital* (Éditions Page 2, 2006), Alain Bihr avait montré que, de tous les modes de production antérieurs au capitalisme, le féodalisme est le plus favorable, à la limite le seul favorable, à la formation du rapport de production capitaliste, même si ce dernier s'y heurte à de nombreux obstacles qui limitent son développement.

Pour Bihr, le premier âge du capitalisme, dont il traite ici, est en fait un « protocapitalisme » (du grec *protos*, qui signifie premier), dernière étape de la longue transition du féodalisme au capitalisme, inaugurée lors du Moyen Âge européen. Durant cette période se parachève la formation des rapports capitalistes de production en Europe, même si se mélangent encore des éléments du nouveau mode de production et ceux issus du féodalisme. C'est en fait, selon Bihr, l'expansion dans laquelle l'Europe s'est lancée en direction des continents américain, africain et asiatique à partir du 15^e siècle qui lui a permis d'être le berceau du capitalisme: « *La "mondialisation", la constitution du capitalisme comme réalité mondiale, est non pas le point d'arrivée de l'histoire du capitalisme mais son point de départ, plus exactement sa condition préalable.* »

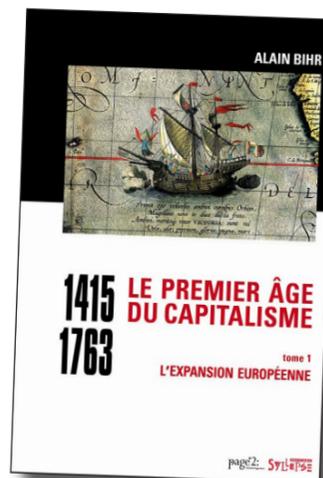
Expansion commerciale, expansion coloniale

Alain Bihr souligne l'importance des transformations, notamment technologiques, regroupées sous l'expression « révolution industrielle ». Mais, pour lui, il importe de ne pas négliger les évolutions qui ont marqué les rapports de production et, plus largement, l'ensemble des rapports sociaux. Ces dernières ne furent pas seulement les conséquences ou les effets des précédentes, mais comptèrent aussi parmi leurs conditions.

L'ouvrage couvre la période comprise entre le début du 15^e siècle et la deuxième moitié du 17^e. Il décrit et analyse les deux formes

fondamentales de l'expansion européenne: commerciale et coloniale. Des régions entières d'Afrique, d'Amérique et d'Asie sont subordonnées, par des méthodes fondées sur la plus extrême des violences, aux exigences de la dynamique de formation du capitalisme en Europe même.

Les deuxième et troisième tomes à venir traiteront des bouleversements que l'Europe occidentale a connus concomitamment à son expansion extérieure, ainsi que des disparités entre les États européens quant au calendrier et aux formes de leur expansionnisme et des rivalités qui les ont opposés. Cet ouvrage, fondé sur une

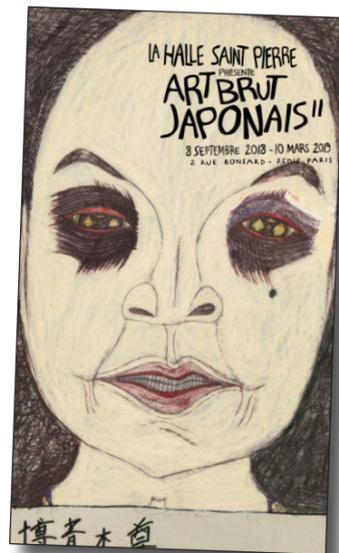


masse d'informations, alimente la réflexion sur la genèse sanglante du capitalisme; avec les deux tomes à paraître, il constituera une somme.
Henri Wilno

Exposition

Art brut japonais II

La Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, Paris 18^e. Du 8 septembre 2018 au 10 mars 2019, tous les jours de 11h à 19h. Entrée: 7 et 9 euros.



Huit ans après le grand succès du premier volet, la Halle Saint Pierre présente « *Art Brut Japonais II* ». À l'heure où l'art brut trouve une place importante dans l'art contemporain, le Japon contribue à porter sa contribution orientale à ce phénomène artistique. La force de l'art brut réside dans la révélation à chacunE de nous de l'infini de son propre mystère. André Breton parlait de « *l'incassable noyau de nuit* ». Cinquante créateurs sont exposés. Ils utilisent tous les matériaux possibles et

détournent les codes des techniques les plus traditionnelles (céramique, origami) pour exploser les murs de la Halle. Devant les œuvres de ces créateurs en rupture vis-à-vis des normes sociales, par volonté artistique, par handicap mental, par choc (survivants des bombardements nucléaires), les visiteurEs sont subjugués. Il faut profiter de la convivialité de la Halle (librairie et café) pour faire une pause, et revenir devant une œuvre pour mieux comprendre son impulsion et sa réalisation.
Sylvain Chardon

Cinéma

Sofia, de Meriem Ben M'Barek

Film franco-qatarien-marocain, 1h25, 2018.



Meriem M'Barek explique son choix de réaliser un film qui soit projetable au Maroc, car c'est à la population marocaine qu'elle veut s'adresser en priorité. Ce qui explique l'extrême pudeur de la mise en scène, mais qui n'enlève rien à la crudité de la situation, et souligne même la violence sociale qui emprisonne tous les personnages.

Fracture sociale au Maroc

Pour la réalisatrice, l'objectif est de dénoncer les implications, dans le moindre détail de la vie des individus, de la domination postcoloniale française dans le pays où les inégalités entre riches et pauvres sont les plus fortes d'Afrique.

Le point de départ de l'histoire est le déni de grossesse de Sofia, jeune femme de 20 ans, qui vit dans une famille relativement aisée, et pourtant galère dans la vie (elle a été licenciée d'un centre d'appel). Elle est prise de douleurs un soir de dîner où ses parents sont en train de boucler une affaire qui va leur permettre d'accéder à un cran supplémentaire de la moyenne bourgeoise de Casablanca, et découvre alors sa grossesse. C'est le début d'un marathon, réussir à accoucher en milieu hospitalier tout en échappant à la loi qui punit de prison les relations sexuelles hors mariage, répondre aux injonctions de la famille dont l'honneur est bafoué, surtout lorsqu'elle lâche le nom d'un jeune homme issu des quartiers pauvres... S'entremêlent inextricablement les différents niveaux d'oppressions: oppression sociale (mépris des riches pour les pauvres), oppression des femmes (qui n'existent que dans le mariage), oppression politique et policière (avec la corruption généralisée), oppression postcoloniale (fantôme de la France, absente mais omniprésente, à commencer par la langue française, vecteur de la domination de classe).

Une plongée dans une société étouffante et sans perspective, pour légitimer la colère et appeler à la révolte.

Cathy Billard

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14h – 20h, mardi au samedi : 12h – 20h

« On veut faire croire aujourd'hui que la décolonisation française est définitivement achevée »

Lors de la dernière université d'été du NPA, deux ateliers animés par le militant anticapitaliste et anticolonial martiniquais **Gilbert Pago** ont traité de la question coloniale française à travers le prisme de la situation en Guadeloupe, Guyane et Martinique. Gilbert Pago nous a fait parvenir un texte résumant ces interventions, et nous l'en remercions.

Le premier atelier a abordé la lutte contre la politique française dans les années entourant Mai 1968, en revenant sur les luttes populaires et anticoloniales, de 1958 à 1974, en Guadeloupe, Guyane et Martinique. Dans ces trois territoires et aussi à la Réunion, les luttes furent confrontées à une politique systématique de répression, avec entre autres des interventions meurtrières de l'armée, à plusieurs reprises, dans chacun de ces quatre pays. On doit rappeler Fort-de-France en décembre 1959 (3 morts), le Lamentin en mars 1961 (3 morts), les nuits de Cayenne en juin 1962, les émeutes à la Réunion en 1962, les paysans de Danjoie en Guadeloupe en 1965, le terrible massacre de mai 1967 à Pointe-à-Pitre et les 2 morts de Chalvet, en Martinique, en 1974. Ces pays étaient des terres d'arbitraire, reposant sur des lois d'exception, dont l'ordonnance du 15 octobre 1960 sur la déportation des opposants et l'interdiction de séjour de militants. On y pratiqua la criminalisation de la revendication d'autonomie et d'indépendance, en multipliant, contre les activistes politiques et syndicalistes, les procès devant la Cour de sûreté de l'État. L'État colonial s'opposait à la lutte pour la langue créole, pratiquait la mise à l'écart de l'histoire des pays et de leurs littératures. Pour ces territoires, la volonté décolonisatrice s'est affirmée dans le souffle des années 1960 et du mouvement mondial de Mai 1968.

Guerres coloniales

Le deuxième atelier est revenu sur l'anticolonialisme contemporain, avec un rappel historique sur les 70 dernières années. Aujourd'hui, on veut faire croire que la décolonisation française est définitivement achevée. Et certains utilisent malicieusement le terme universitaire de post-colonialisme pour répandre l'idée qu'une page civilisationnelle aurait été tournée. Or, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que s'élargit le phénomène de la décolonisation, la France et ses gouvernements issus de la Résistance refusent celle-ci à la plupart des colonies qui avaient aidé à la défaite du nazisme et du fascisme, sauf dans le cas des pays sous mandat comme le Liban et la Syrie. Les constituants de 1946 créent l'Union française avec la fiction de départements d'outre-mer (DOM) et de territoires d'outre-mer (TOM). La Quatrième République engage les terribles guerres coloniales d'Indochine, puis d'Algérie. Elle tente la timide et restrictive loi Defferre de 1956 pour les ensembles d'Afrique noire. Elle ne peut éviter l'incontournable engagement international de la liberté des



Photothèque Rouge / JMB

protectorats du Maroc et de la Tunisie. Par contre, elle participe à la méprisable affaire du blocus du canal de Suez. En 1958, De Gaulle promeut l'idée d'une communauté française, et punit la Guinée pour son « non » à cette communauté lors du référendum de 1958. Or, nous sommes, notamment depuis 1955, avec la conférence de Bandoeng, dans un moment d'extension des mouvements d'émancipation décolonisatrice, avec le défi cubain de 1959 dans une Caraïbe en révolte, avec le surgissement des non-alignés, et la grande année de l'Afrique en 1960, qui fait voler en éclat la « communauté française ». La tragédie, en 1961, de l'assassinat de Lumumba, avec l'indépendance du Congo, soulève la solidarité anticolonialiste mondiale. Dans ce contexte, l'armée française ne peut empêcher l'indépendance de l'Algérie en 1962. Dans les DOM (Antilles, Guyane et La Réunion), les mobilisations se maintinrent sous les gouvernements gaullistes, contre les répressions de luttes populaires et anticoloniales, contre le règne de l'arbitraire et des lois d'exception, contre la Cour de sûreté de l'État... On y criminalisait la revendication d'autonomie, d'indépendance, et la lutte culturelle. On procéda sous Giscard, en 1974-1975, à la division du petit archipel des Comores et à l'organisation du drame tant de Mayotte que du reste des Comores. Après bien des tergiversations, on arriva à l'indépendance de Djibouti en 1977. Plus tard, en 1981, avec la victoire de la gauche en France, le mépris des revendications des peuples colonisés fut plus voilé et plus habile, quand bien même la violence des années précédentes s'atténua et fut décriée officiellement. Il y eut tout de même la Kanaky, avec le rôle de Mitterrand dans la disparition de Machoro. Il y eut Rocard et les nocifs accords de Matignon après le drame d'Ouvéa sous la responsabilité de Chirac (Premier ministre de cohabitation).

Actualités de l'anticolonialisme

Pour ce qui restait au début du 21^e siècle de colonies françaises, la tactique des gouvernants tant de droite que de gauche a été d'assouplir leur approche. Dans les vieilles colonies, en prenant en compte l'implantation électorale de partis autonomistes et indépendantistes et le fameux accord de Basse-Terre de 1998 (entre présidents de région soit indépendantiste, soit autonomiste, soit intégrationniste), Chirac, réélu président en 2002, fit une ouverture avec proposition de modification institutionnelle et promesse de statuts différenciés. Cela donnera les fameux référendums de 2003 et 2010 aux Antilles et en Guyane.

On n'y parle pas de décolonisation mais de décentralisation, de collectivités territoriales nouvelles se référant aux articles 73 ou 74 de la Constitution française, avec la possibilité de procédures d'expérimentation (énergie, transports, coopérations avec les pays de la région).

On ne parle plus que de territoires français rattachés à leur métropole. Le risque est de faire croire que le droit des peuples à se diriger eux-mêmes n'existe pas pour ces territoires, que l'on voudrait présenter comme des prolongements de France sur d'autres continents. C'est le danger qui ne doit pas atteindre les militantEs du courant révolutionnaire français et du mouvement ouvrier. Leur devoir est de s'impliquer dans la lutte anticolonialiste, non seulement pour le soutien actif, mais aussi et surtout pour l'intégrer aux luttes contre la Françafrique, contre les engagements militaires, pour la solidarité avec les migrantEs et pour dénoncer les restes de l'empire colonial français.

Gilbert Pago

P.S : Dans les ateliers, il y eut une éclairante contribution sur la lutte du peuple kanak à la veille du référendum manipulé qui aura lieu dans quelques semaines, ainsi qu'une longue intervention sur le problème de la « Montagne d'or » en Guyane. Quelques questions ont abordé les crimes d'État coloniaux impunis aux Antilles-Guyane, le Franc CFA, les arrangements militaires...

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LesEchos REcul DU DROIT POUR LES SALARIÉ-E-S.

Le nombre de procédures [aux prud'hommes] a fortement reculé sous l'effet conjugué de la loi Macron et des ordonnances réformant le Code du travail. Il devrait encore continuer de baisser en 2018 [...]. Un peu moins d'un an après, le ministère du Travail tire un bilan très positif de la réforme. En 2017, alors que le barème ne s'est appliqué que pendant les trois derniers mois de l'année, le nombre de procédures ouvertes aux prud'hommes a chuté à 127000, soit une baisse de 15% par rapport à 2016 qui comptait 150000 procédures. Dans certains conseils prud'homaux d'Île-de-France, la baisse serait bien plus importante, pouvant aller jusqu'à 50%. La tendance, de l'avis des avocats interrogés, devrait encore s'accroître en 2018.

La baisse toutefois ne date pas de 2017. Elle a été très forte également entre 2015 et 2016, après l'application de la loi Macron, puisque l'on est passé de 184000 affaires nouvelles (chiffre du ministère de la Justice) à 150000. Depuis cette réforme, sont obligatoires la remise d'un formulaire Cerfa et la constitution d'un dossier complet avec contrat de travail, fiches de paie, lettre de licenciement. Surtout, la requête du salarié doit être motivée. [...]

La baisse des procédures, qui s'est effectivement accélérée depuis 2015, a en réalité commencé dès 2009 avec l'introduction de la rupture conventionnelle, qui, elle, n'a cessé de progresser. [...] « Le véritable effet de la réforme, ce n'est donc pas l'augmentation des accords amiables, c'est le renoncement des salariés. Le recul du contentieux, c'est un recul du recours au droit, il est honteux de s'en réjouir. Cette réforme est faite pour désarmer les salariés », s'indigne Rachel Saada, avocate de salariés spécialisée en droit du travail.

« Le délai de prescription est passé à douze mois, alors qu'il était encore à cinq ans avant 2013. Pour un salarié, un an, cela passe très vite », admet Béatrice Pola, avocate associée au département droit social du cabinet Proskauer Rose, qui défend les employeurs. De même, il devient de plus en plus nécessaire d'avoir un avocat pour mener à bien la procédure : « Pour les cadres, cela ne pose pas de problème car ils ont un avocat la plupart du temps. Les plus démunis ont droit à l'aide juridictionnelle. Mais, entre les deux, il y a toute une frange des salariés qui peut renoncer. Cela pose de vraies questions sur l'accès au droit », estime Pierre Bregou, membre du bureau d'AvoSial et conseiller prud'homal.

Marie Bellan, « Pourquoi les recours aux prud'hommes chutent », les Échos, 10 septembre 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € |
| Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € | <input type="checkbox"/> 1 an 40 € |
| Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € | <input type="checkbox"/> 1 an 100 € |
| Promotion d'essai <input type="checkbox"/> Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois 10 € |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
|---|---|
| Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre |
| Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org